

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 4879

[2006/203814]

**31 AOUT 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur artistique**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique;

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement Supérieur Artistique organisé en Ecoles Supérieures des Arts (organisation, encadrement, financement, statuts des personnels, droits et devoirs des étudiants), notamment les articles 41, 41bis, 41ter, 41quater, 41quinquies, 43;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 avril 2000 créant le Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juin 2002 relatif aux conventions de coopération pour l'organisation d'études communes établies entre les Ecoles supérieures des Arts ou entre une Ecole supérieure des Arts et un ou plusieurs autres établissements;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 fixant organisation de l'année académique et portant règlement général des études dans les écoles supérieures des arts organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 fixant la liste des cours obligatoires et le nombre d'heures de cours ou d'activités d'enseignement dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 organisant l'épreuve d'admission dans les écoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 2002 portant application de l'article 29 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'Enseignement supérieur artistique;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2003 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'assimilation des titres, créée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 2002 portant application de l'article 29 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique;

Vu la demande de modification du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'assimilation, datée du 20 avril 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 26 mai 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 juin 2006;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants du 20 juin 2006;

Vu la concertation avec les pouvoirs organisateurs du 20 juin 2006;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur artistique du 21 juin 2006;

Vu l'avis n° 40.932/2 du Conseil d'Etat, donné le 17 août 2006 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Vice-présidente, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales;

Après délibération,

Arrête :

Titre I<sup>er</sup>. — *Dispositions modificatives*

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 avril 2000 créant le Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 avril 2000 créant le Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique est complété par l'alinéa suivant :

« En outre, nul membre du Conseil ne peut assumer plus de deux mandats successifs de président. »

**Art. 2.** L'article 7 du même arrêté, est complété par les alinéas suivants :

« Le directeur général de l'enseignement non obligatoire ou son délégué assiste aux réunions avec voix consultative.

Les délégués du Gouvernement, visés à l'article 34bis du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, encadrement, financement, statuts des personnels, droits et devoirs des étudiants), assistent aux réunions avec voix consultative. »

Chapitre II. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 fixant organisation de l'année académique et portant règlement général des études dans les écoles supérieures des arts organisées ou subventionnées par la Communauté française.*

**Art. 3.** A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 fixant organisation de l'année académique et portant règlement général des études dans les écoles supérieures des arts organisées ou subventionnées par la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

a) le 6° est remplacé par la disposition suivante : « 6° année académique : l'année académique telle que définie à l'article 24 du décret du 31 mars 2004; »

b) le 11° est remplacé par la disposition suivante : « 11° évaluation artistique : opération d'évaluation du parcours artistique d'un étudiant pour un ou plusieurs cours artistiques; »

c) le 15° est remplacé par la disposition suivante : « 15° examen : opération de contrôle des acquis des étudiants portant sur une partie déterminée du programme d'études d'une année; »;

d) le 20° est remplacé par la disposition suivante : « 20° étudiant régulièrement inscrit : l'étudiant ou l'étudiante qui respecte les conditions d'accès à une année d'études de l'Enseignement supérieur, qui y est inscrit ou inscrite, au plus tard le 15 octobre de l'année académique en cours, sans préjudice d'une inscription reçue tardivement en application du § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 et du § 4 de l'article 38 du décret, pour l'ensemble des activités de cette année, à l'exception de celles pour lesquelles il ou elle aurait obtenu une valorisation en crédits correspondant aux études supérieures ou parties d'études supérieures qu'il ou elle aurait déjà suivies avec fruit, ou correspondant à une valorisation en crédits de leur expérience personnelle ou professionnelle, conformément aux dispositions des décrets et arrêtés du Gouvernement de la Communauté française et qui suit régulièrement les activités d'enseignement dans le but d'obtenir, s'il échet, les effets de droit attachés à la réussite de l'épreuve; »

e) l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété comme suit : « 27° décret du 31 mars 2004 : le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités. »

**Art. 4.** L'article 3 du même arrêté est abrogé.

**Art. 5.** Dans l'article 4 du même arrêté, les mots « l'examen d'entrée et au plus tard le dernier jour de la troisième semaine de septembre. » sont remplacés par les mots « l'épreuve d'admission. ».

**Art. 6.** Dans l'article 5 du même arrêté, les mots « , à l'exception des stages prévus à l'article 4, alinéa 2, 3° du décret du 17 mai 1999 et des activités prévues au 3° du décret du 31 mars 2004, » sont insérés entre les mots : « Les activités d'enseignement » et « sont suspendues ».

**Art. 7.** L'article 7, alinéa 3, du même arrêté, est remplacé par l'alinéa suivant : « Le jury artistique de fin d'année pour la dernière année d'études menant à l'octroi d'un grade de bachelier de type court ou de master est un jury externe. »

**Art. 8.** L'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour la délibération des étudiants inscrits en dernière année d'études menant à l'octroi d'un grade de bachelier ou de master, le jury peut, selon les dispositions prévues par le règlement particulier des études, être composé de l'ensemble des membres du personnel enseignant qui ont assuré la formation des étudiants au cours du cycle menant au grade considéré. »

**Art. 9.** Dans l'article 18, deuxième alinéa, du même arrêté, les mots « professeurs » sont insérés entre les mots « deux tiers au moins des » et les mots « membres du jury ».

**Art. 10.** Dans l'article 22 du même arrêté, les mots « Les copies d'examens sont accessibles aux étudiants. » sont remplacés par les mots « Les copies d'examens sont accessibles aux étudiants pendant un délai de soixante jours ouvrables suivant la date de clôture de la session d'examens. »

**Art. 11.** L'article 23 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23. Le directeur organise le secrétariat des jurys artistiques et des jurys de délibération, en désigne les secrétaires choisis parmi les membres du personnel de l'Ecole. Il publie le ou les noms du ou des secrétaires des jurys de délibération aux panneaux d'affichage de l'Ecole supérieure des Arts, avant le début de la session. Les secrétaires n'ont pas voix délibérative.

Les recours sont introduits auprès du secrétaire du jury de délibération qui a délibéré l'étudiant. »

**Art. 12.** L'article 24 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 24. Par année académique, l'Ecole supérieure des Arts organise durant le troisième quadrimestre deux sessions d'examens. La première se clôture avant le 7 juillet et la seconde débute le 1<sup>er</sup> septembre de l'année académique en cours et se termine au plus tard le 14 septembre.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la seconde session d'examens de la dernière année d'études peut être prolongée jusqu'au 15 octobre.

Par exception à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour les étudiants inscrits en 1<sup>ère</sup> année, l'Ecole supérieure des Arts doit organiser des examens avancés, conformément à l'article 26, à la fin du 1<sup>er</sup> quadrimestre pour les cours clôturés.

Le directeur fixe les dates de début et de clôture des sessions d'examens. »

**Art. 13.** L'article 25 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 25. Par année académique, l'Ecole supérieure des Arts organise une session d'évaluations artistiques au cours du troisième quadrimestre se clôturant avant le 7 juillet.

Par exception à l'alinéa précédent, le directeur, sur avis du conseil de gestion pédagogique, peut décider que certains cours artistiques parmi ceux qui sont mentionnés à l'annexe 5, font l'objet de deux sessions d'évaluations artistiques et sont organisés sous la forme d'examens. Dans ce cas, ces deux sessions coïncident avec les sessions d'examens.

Le directeur fixe les dates de début et de clôture de la session d'évaluations artistiques.

La session d'évaluations artistiques unique visée par l'alinéa 1<sup>er</sup> peut être prolongée, pour autant que l'étudiant ait réussi tous les examens - sauf ceux pour lesquels il a obtenu une dispense ou une dérogation - et que l'étudiant ait obtenu une décision en ce sens prise par le Directeur sur avis du Conseil de Gestion Pédagogique. La date ultime de la fin de cette session prolongée est la date de clôture de la seconde session d'examens.

L'étudiant qui souhaite bénéficier de cette dérogation introduit une demande motivée auprès du chef d'établissement, avant le début de la session. »

**Art. 14.** A l'article 26, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, est remplacé par l'alinéa suivant : « Sans préjudice de l'article 43, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 décembre 2001, l'étudiant ne peut être interrogé sur les matières faisant l'objet de ces examens plus de deux fois au cours d'une même année académique, sauf en 1<sup>re</sup> année d'études, dans le cadre d'examens organisés dans les conditions visées à l'article 24, troisième alinéa. Dans ce dernier cas, l'étudiant ne peut être interrogé plus de trois fois. »

2° Le § 2, est remplacé par la dispositions suivante : « Lorsque l'évaluation continue est pratiquée, pour les cours généraux, techniques ou artistiques, dans les limites fixées par le règlement particulier des études de l'Ecole supérieure des Arts, la note d'année par activité d'enseignement et pour la délibération finale, est constituée de la moyenne des notes attribuées par le responsable de cette activité d'enseignement en cours d'année. Cette note est rattachée à chacune des sessions. »

**Art. 15.** L'article 28 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 28. Nul ne peut être admis à participer à plus d'une session d'évaluations artistiques au cours d'une même année académique, sauf pour les cours artistiques fixés par le directeur, sur avis du conseil de gestion pédagogique, et qui font l'objet de deux sessions d'évaluations artistiques, visés à l'article 25.

Nul ne peut être admis à participer à plus de deux sessions d'examens au cours d'une même année académique, sauf en 1<sup>re</sup> année d'études aux conditions fixées par l'article 24, troisième alinéa.

Sous réserve de l'article 29, § 4, chaque étudiant a le droit de présenter deux sessions d'examens au cours d'une même année académique.

L'étudiant présente obligatoirement l'épreuve au cours de la première session d'examens, sous réserve des dispositions fixées aux articles 33 et 34.

Sans préjudice de l'article 25, alinéa 4, en cas de force majeure appréciée par le Conseil de gestion pédagogique, la session d'évaluations artistiques peut être prolongée jusqu'à la veille de la date de la rentrée académique suivante. Cette décision peut être prise à tout moment de la session. »

**Art. 16.** L'article 29, § 2, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. L'évaluation finale d'un enseignement s'exprime sous forme d'une note - comprise entre 0 et 20 - le seuil de réussite étant de 12 sur 20.

L'évaluation globale d'une année ou d'un cycle d'études s'exprime sous forme d'une note - comprise entre 0 et 100 -, le seuil de réussite étant dans ce cas de 60 sur 100 en moyenne, calculé conformément à l'article 31.

Est admis de plein droit dans l'année d'études supérieure, l'étudiant qui a obtenu au moins 12 sur 20 pour chaque enseignement et 60 sur 100 pour l'évaluation globale de l'année ou du cycle d'études.

La délibération est collégiale et souveraine sur l'attribution des mentions.

Pour les étudiants ne remplissant pas les conditions d'admission de plein droit, le jury de délibération délibère collégalement et souverainement sur la réussite, l'ajournement ou le refus. »

**Art. 17.** L'article 30 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 30. § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'étudiant a obtenu au moins 48 crédits de son année d'études, le jury prononce la réussite de cette année d'études pour autant que les conditions énumérées ci-après soient satisfaites :

1° l'étudiant a présenté toutes les évaluations artistiques;

2° l'étudiant a participé à tous les examens de la deuxième session d'examens, sauf ceux pour lesquels il avait obtenu une valorisation de crédits ou encore sauf dérogation accordée par le directeur de l'Ecole supérieure des Arts pour motif légitime.

Par exception à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le jury peut décider de ne pas prononcer la réussite pour autant que les crédits non réussis par l'étudiant figurent sur une liste de cours fondamentaux de l'année.

Cette liste de cours est fixée par le directeur, après avis du Conseil de Gestion Pédagogique, au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre. Elle est publiée au panneau d'affichage de l'école.

§ 2. Les crédits restants font partie intégrante du cursus de l'année d'études supérieure de l'étudiant.

Le solde de crédits doit être obtenu intégralement au cours de l'année suivante.

La délibération de l'année académique supérieure ne peut être clôturée pour l'étudiant que lorsqu'il a acquis les crédits restants de l'année précédente.

§ 3. Si l'étudiant bénéficie d'un étalement de l'année d'études supérieure, le solde des crédits restants doit être acquis au cours de la première année d'étalement. »

**Art. 18.** L'article 31 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 31. § 1<sup>er</sup>. Pour la détermination des résultats de l'épreuve, le directeur, sur avis du Conseil de gestion pédagogique fixe un coefficient de pondération aux résultats de chaque évaluation artistique et de chaque examen.

Ces coefficients sont indiqués dans le règlement particulier des études.

Dans les limites fixées par le règlement particulier des études de l'Ecole supérieure des Arts, les notes attribuées au cours de l'année académique pour une activité d'enseignement peuvent être prises en considération pour le calcul du résultat de l'examen et pour les cours artistiques visés à l'article 25, alinéa 2.

Une note d'année est attribuée pour chaque cours artistique, à l'exception des cours visés à l'article 25, alinéa 2, par le(s) professeur(s) responsable(s) du cours. Cette note doit être remise au secrétariat de l'Ecole supérieure des Arts au plus tard la veille de la session d'évaluations artistiques.

La note d'année intervient à concurrence de 50 % de l'évaluation artistique globale, sauf en ce qui concerne les cours artistiques dont la nature particulière ne nécessite pas une évaluation par un jury artistique. Dans ce cas, la note d'année correspond à l'évaluation artistique globale et il n'est pas nécessaire de réunir un jury artistique de fin d'année.

La liste des cours artistiques qui ne fait l'objet que d'une note d'année, fixée sur avis du Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur artistique visé par l'article 26 du décret du 17 mai 1999, figure en annexe 1<sup>re</sup> au présent arrêté.

Le Gouvernement modifie ces annexes après avis du Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur artistique visé par l'article 26 du décret du 17 mai 1999.

Cette liste de cours est identique pour l'ensemble des établissements d'un même domaine.

Le directeur, après avis du Conseil de gestion pédagogique, détermine au vu de cette liste les cours qui ne feront pas l'objet d'un jury artistique de fin d'année.

Ils sont mentionnés dans le règlement particulier des études.

§ 2. Les mentions sont la satisfaction, la distinction, la grande distinction et la plus grande distinction, elles s'obtiennent de plein droit si le résultat global de l'étudiant atteint respectivement 60, 70, 80, 90 % du maximum des points et si l'étudiant n'a aucun échec.

§ 3. Le jury de délibération apprécie si la mention distinction, grande distinction ou la plus grande distinction peut être attribuée lorsque l'étudiant a obtenu une note inférieure à 60 % dans une ou plusieurs activités d'enseignement. »

**Art. 19.** L'article 32, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« La note attribuée en première session pour les activités artistiques à l'exception des cours visés à l'article 25, alinéa 2, en ce compris les stages et les travaux pratiques, ayant fait l'objet d'une évaluation artistique est, pour la délibération des résultats de la seconde session d'examen, reportée à ladite session. »

**Art. 20.** Dans l'article 33 du même arrêté, il est inséré un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Le règlement particulier de l'Ecole Supérieure des Arts fixe le délai et les modalités dans lesquels l'étudiant doit remettre par écrit le motif légitime visé au § 1<sup>er</sup>. Ce délai ne peut être inférieur à quarante-huit heures. »

**Art. 21.** A l'article 34 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 2 est remplacé par la disposition suivante : « § 2. La légitimité du motif est appréciée par le directeur sur avis des enseignants concernés. Cette décision est notifiée sous pli recommandé à l'étudiant dans les trois jours ouvrables. »

2° Il est inséré un § 3, rédigé comme suit : « § 3. Le règlement particulier de l'Ecole Supérieure des Arts fixe le délai et les modalités dans lesquels l'étudiant doit remettre par écrit le motif légitime visé au § 1<sup>er</sup>. Ce délai ne peut être inférieur à quarante-huit heures. »

**Art. 22.** L'intitulé de la sous-section 7 du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant : « Sous-section 7. — *Des dispenses suite à la réussite d'épreuves* »

**Art. 23.** L'article 35 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 35. Entre les deux sessions, un étudiant ne doit plus se présenter aux épreuves et examens d'un enseignement pour lequel il a obtenu une note au moins égale au seuil de réussite au cours de la même année académique.

Au sein d'un programme d'études, un étudiant, qui a été ajourné, ne doit plus se présenter aux épreuves et examens d'un enseignement pour lequel il a obtenu une note d'au moins 12 sur 20 au cours des cinq années académiques précédentes, quel que soit l'établissement en Communauté française où il s'inscrit par la suite. La note ainsi obtenue fait l'objet d'un report.

Lorsqu'un étudiant change d'Ecole supérieure des Arts ou d'option, le bénéfice de la dispense aux examens lui reste acquis dans la mesure où celle-ci concerne des matières ou des activités dont le directeur, sur avis du Conseil de gestion pédagogique décide qu'elles sont d'importance et de nature analogues à celles qui figurent dans son nouveau programme.

Par sa décision de sanctionner la réussite d'une année d'études ou d'un cycle d'études, un jury de délibération octroie définitivement les crédits correspondants à l'étudiant au sein du programme d'études, quelle qu'en soit la note effectivement obtenue et quel que soit l'établissement organisé ou subventionné par la Communauté française où il s'inscrit par la suite.

L'alinéa précédent n'est pas applicable aux crédits restants visés par l'article 30, § 2. »

**Art. 24.** L'article 36 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 36. § 1<sup>er</sup>. L'étudiant inscrit en dernière année d'études et qui n'a pas réussi l'épreuve en seconde session, peut présenter, avant la fin du premier quadrimestre de l'année académique suivante, les examens et les cours artistiques visés à l'article 25, alinéa 2, pour lesquels il n'a pas obtenu au moins 12/20, aux conditions énumérées ci-après :

1° l'étudiant a présenté toutes les évaluations artistiques;

2° l'étudiant a participé à tous les examens et toutes les évaluations artistiques des cours visés à l'article 25, alinéa 2, de la deuxième session d'examen, sauf ceux pour lesquels il avait obtenu des dispenses ou encore sauf dérogation accordée par le directeur pour motif légitime;

3° l'étudiant a obtenu au moins 60 sur 100 au total des points à l'épreuve;

§ 2. La deuxième session d'examens de la dernière année d'études n'est clôturée que lorsque l'étudiant a présenté les examens et les évaluations artistiques des cours visés à l'article 25 visés au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Le jury de délibération se prononce sur les résultats obtenus par l'étudiant à l'ensemble des examens et évaluations artistiques des cours visés à l'article 25, alinéa 2, selon les règles fixées à l'article 29, § 2.

Par dérogation à l'article 18, alinéa 2, pour délibérer valablement, la moitié au moins des professeurs membres du jury de délibération ayant voix délibérative doit être présente. »

**Art. 25.** L'article 37 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 37. La présentation et la défense d'un mémoire, s'il est prévu par le règlement particulier des études, peut avoir lieu lors de la première ou de la seconde session d'examens et de la session d'évaluations artistiques de la dernière année d'études. Lorsque l'étudiant choisit de le présenter uniquement en seconde session, il en avertit par écrit le directeur cinq jours ouvrables avant la date fixée pour le dépôt du mémoire par le règlement général des études. Pour la délibération de première session, il sera considéré comme ajourné pour autant qu'il remplisse les autres conditions pour bénéficier de ce statut.

Le directeur désigne, sur proposition de l'étudiant, parmi les membres du personnel enseignant, le promoteur chargé de la guidance du mémoire.

L'évaluation du mémoire est faite par le jury composé à cette fin par le promoteur de mémoire. Il doit comporter au moins un membre extérieur à l'Ecole supérieure des Arts. Le travail écrit est communiqué aux membres dudit jury à la date fixée par le règlement particulier des études. »

**Art. 26.** A l'article 38 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est abrogé;

2° à l'alinéa 2, les mots « en cas de circonstances exceptionnelles et » sont abrogés;

3° à l'alinéa 2, les mots « 1<sup>er</sup> février » sont remplacés par les mots « 1<sup>er</sup> décembre »

**Art. 27.** Un article 38*bis*, rédigé comme suit, est inséré, dans la section VI, avant la sous-section première, dans le même arrêté :

« Art. 38*bis*. Pour l'application de cette section, dans le domaine de la musique, par « même option », il faut entendre « même option et même spécialité ». Le changement de spécialité est assimilé pour cette section à un changement d'option. »

**Art. 28.** L'article 39 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 39. § 1<sup>er</sup>. Par domaine et par type, l'étudiant qui a réussi une première année d'études dans une option donnée, peut, sur décision du directeur de l'Ecole supérieure des Arts où il sollicite son admission, s'inscrire dans la seconde année d'études d'une autre option après avis du Conseil de gestion pédagogique de l'Ecole supérieure des Arts où il demande son inscription.

L'étudiant qui a réussi une année d'études d'une option donnée peut, sur décision du directeur de l'Ecole supérieure des Arts où il sollicite son admission, s'inscrire dans l'année d'études supérieure de la même option, après avis du Conseil de gestion pédagogique de l'Ecole supérieure des Arts où il demande son inscription.

Par domaine, l'étudiant qui a obtenu le grade de bachelier de type long ou de master dans une option donnée, peut, sur décision du directeur de l'Ecole supérieure des Arts où il sollicite son admission, s'inscrire en première année du deuxième cycle des études d'enseignement supérieur artistique de type long d'une autre option, après avis du Conseil de gestion pédagogique de l'Ecole supérieure des Arts où il demande son inscription. Si sa demande est acceptée, l'établissement peut imposer des conditions complémentaires d'accès s'élevant à au maximum 60 crédits. Si ces conditions comprennent plus de 15 crédits, ceux-ci constituent une année d'études préparatoire considérée comme la dernière année d'un premier cycle de type long.

Par domaine, l'étudiant qui a obtenu un grade de bachelier à l'issue d'études supérieures artistiques de type court peut, sur décision du directeur de l'école supérieure des arts où il sollicite son inscription, s'inscrire en première année du second cycle d'études d'enseignement supérieur artistique de type long de même intitulé ou d'un cursus jugé semblable par l'établissement, après avis du Conseil de Gestion Pédagogique de l'école supérieure des arts où il demande son inscription. Si sa demande est acceptée, l'établissement peut imposer des conditions complémentaires d'accès s'élevant à au maximum 60 crédits. Si ces conditions comprennent plus de 15 crédits, ceux-ci constituent une année d'études préparatoire considérée comme la dernière année d'un premier cycle de type long.

L'étudiant qui a obtenu le grade de bachelier en théâtre et arts de la parole visé à l'article 18, alinéa 1<sup>er</sup> du décret du 17 mai 1999, peut s'inscrire, sur décision du directeur de l'Ecole supérieure des Arts où il sollicite son admission, en première année du deuxième cycle des études d'enseignement supérieur artistique de type long du domaine des arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication, après avis du Conseil de gestion pédagogique de l'Ecole supérieure des Arts où il demande son inscription.

L'étudiant qui a obtenu le grade de bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication visé à l'article 22, alinéa 2 du décret du 17 mai 1999, peut s'inscrire, sur décision du directeur de l'Ecole supérieure des Arts où il sollicite son admission, en première année du deuxième cycle des études d'enseignement supérieur artistique de type long du domaine du théâtre et arts de la parole, après avis du Conseil de gestion pédagogique de l'Ecole supérieure des Arts où il demande son inscription.

Par domaine, l'étudiant qui a réussi une première année du premier cycle d'études de l'enseignement supérieur de type long dans une Ecole supérieure des Arts, peut s'inscrire, sur décision du directeur de l'Ecole supérieure des Arts où il sollicite son admission, en deuxième année d'études de l'enseignement supérieur artistique de type court après avis du Conseil de gestion pédagogique de l'Ecole supérieure des Arts où il demande son inscription.

Par domaine, l'étudiant qui a réussi deux premières années d'études de l'enseignement supérieur artistique de type court dans une Ecole supérieure des Arts, peut s'inscrire, sur décision du directeur de l'Ecole supérieure des Arts où il sollicite son admission, en deuxième année du premier cycle d'études de l'enseignement supérieur artistique de type long, après avis du Conseil de gestion pédagogique de l'Ecole supérieure des Arts où il demande son inscription.

Par domaine, l'étudiant qui a réussi deux premières années d'études de l'enseignement supérieur artistique de type court ou de type long dans un école supérieure des arts peut s'inscrire, sur décision du directeur de l'école supérieure des arts où il sollicite son admission, dans l'année d'études supérieure de l'enseignement supérieur artistique de l'autre type, après avis du Conseil de Gestion pédagogique de l'école supérieure des arts où il demande son inscription. Si sa demande est acceptée, l'établissement peut imposer des conditions complémentaires d'accès s'élevant à au maximum 15 crédits.

§ 2. L'année préparatoire visée au § 1<sup>er</sup> ne mène pas à un diplôme et est considérée comme la dernière année d'un premier cycle qui donne accès aux études visées.

§ 3. Le Gouvernement arrête la liste des assimilations entre les titres de fin d'études de bachelier de type court et de master et les titres de gradué et de licencié. »

**Art. 29.** L'article 40 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 40. — L'avis du Conseil de gestion pédagogique requis à l'article 39 est rendu sur base de la présentation du cursus et des acquis artistiques antérieurs de l'étudiant à un jury artistique interne constitué d'enseignants de l'option choisie. Ledit jury évalue celui-ci et remet un rapport au Conseil de gestion pédagogique, conformément aux dispositions fixées par le règlement particulier des études.

Dans les cas visés par l'article 39, le directeur fixe, sur avis du Conseil de gestion pédagogique les conditions complémentaires d'accès nécessaires pour combler les différences entre les programmes.

Lorsque ces conditions complémentaires d'accès sont au maximum de 15 crédits, l'étudiant n'est pas obligé de participer aux activités d'enseignement qui correspondent aux enseignements imposés.

Pour cet étudiant, l'épreuve de l'année d'études dans laquelle il est inscrit comprend, outre les opérations d'évaluations artistiques et examens de ladite année d'études, l'évaluation des enseignements faisant l'objet des conditions complémentaires d'accès fixées par le directeur, en application de l'alinéa 2 du présent article.

Lorsque ces conditions complémentaires d'accès correspondent à plus de 15 crédits, l'étudiant est tenu de suivre régulièrement les activités d'enseignement correspondantes.

Pour cet étudiant, l'épreuve de l'année d'études dans laquelle il est inscrit comprend l'évaluation des enseignements faisant l'objet des conditions complémentaires d'accès fixées par le directeur, en application de l'alinéa 2 du présent article. »

**Art. 30.** L'article 41, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« L'étudiant qui a réussi une année d'études dans une Institution universitaire, un Institut supérieur d'Architecture ou une Haute Ecole, peut s'inscrire, sur décision du directeur de l'Ecole supérieure des Arts où il sollicite son admission, au maximum dans l'année d'études supérieure de l'enseignement supérieur artistique, après avis du Conseil de gestion pédagogique de l'Ecole supérieure des Arts où il demande son inscription et pour autant que les études réussies soient en rapport avec celles qu'il souhaite entreprendre. »

**Art. 31.** A l'article 42, du même arrêté sont apportés les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « travail artistique antérieur » sont remplacés par les mots « cursus et du travail artistique antérieurs ».

2° L'alinéa 4 est complété comme suit : « Ces matières ne peuvent excéder 15 crédits. »

**Art. 32.** L'intitulé de la section 7 du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant : « Section 7. — Accès et parcours personnalisé »

**Art. 33.** L'intitulé de la sous-section première du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant : « Sous-section 1<sup>re</sup>. — *De l'admission au deuxième cycle des étudiants n'ayant pas le grade de bachelier* ».

**Art. 34.** L'article 43 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 43. L'étudiant qui n'a pas le grade de bachelier mais qui justifie d'une expérience artistique, personnelle ou professionnelle, compte non tenu des études supérieures qui n'ont pas été réussies, d'au moins cinq ans peut, sur décision du Pouvoir organisateur, s'inscrire en première année du deuxième cycle des études d'enseignement supérieur artistique de type long, après avis du Conseil de gestion pédagogique de l'École supérieure des Arts où il demande son inscription.

L'avis du Conseil de gestion pédagogique requis est rendu sur base de la présentation du parcours personnel, professionnel et artistique de l'étudiant à un jury interne constitué d'enseignants. Ledit jury évalue ce travail et remet un rapport au Conseil de gestion pédagogique, conformément aux dispositions fixées par le règlement particulier des études.

Le jury peut faire passer à l'étudiant des épreuves visant à contrôler que l'expérience artistique, personnelle ou professionnelle de l'étudiant correspond aux savoirs et compétences attendues à l'issue des cours considérés.

L'expérience artistique, personnelle et professionnelle doit être en rapport avec les études que l'étudiant souhaite entreprendre et attestée par des documents qui sont repris au dossier de l'étudiant. »

**Art. 35.** Dans l'article 44 du même arrêté, les mots « à la première année des études de deuxième cycle » sont remplacés par les mots : « aux études, à l'exception de la première année d'études, ».

**Art. 36.** Il est inséré dans le Chapitre IV, Section VII, du même arrêté, une sous-section III comprenant l'article 44 *bis*, une sous-section IV comprenant l'article 44 *ter*, une sous-section V comprenant l'article 44 *quater*, une sous-section VI comprenant l'article 44 *quinquies* et une sous-section VII comprenant l'article 44 *sexies*, rédigées comme suit :

« Sous-Section 3. — *Des dispenses accordées en raison d'études suivies avec fruit*

**Art. 44 *bis*.** Le directeur, après avis du conseil de gestion pédagogique, peut valoriser les crédits acquis ou correspondants aux études supérieures ou parties d'études supérieures que les étudiants auraient déjà suivies avec fruit.

Pour être considéré comme « suivis avec fruits », les crédits examinés doivent être considérés, dans leur pays d'obtention, comme définitivement acquis à l'étudiant.

Les demandes de dispenses sont introduites avant le 30 septembre et doivent être appuyées par des documents probants. La décision doit intervenir avant le 1<sup>er</sup> novembre.

La demande, les documents justificatifs et la décision motivée du directeur sont conservées dans le dossier de l'étudiant.

Sous-Section 4. — *Des dispenses accordées en raison des savoirs et compétences des étudiants acquis par leur expérience personnelle et professionnelle*

**Art. 44 *ter*.** Le directeur, après avis du conseil de gestion pédagogique, peut valoriser les crédits correspondants aux savoirs et compétences des étudiants acquis par leur expérience artistique, personnelle et professionnelle.

L'expérience acquise par l'expérience artistique, personnelle et professionnelle que l'étudiant souhaite valoriser doit correspondre aux savoirs et compétences attendus à l'issue d'un ou plusieurs cours figurant au cursus auquel s'inscrit l'étudiant.

L'étudiant fournit, à l'appui de sa demande, tous documents attestant qu'il a une expérience artistique, personnelle ou professionnelle dans le ou les cours considérés.

Un jury d'enseignants peut être désigné par le directeur, sur avis du conseil de gestion pédagogique pour analyser la demande de l'étudiant. Il peut faire passer à l'étudiant des épreuves visant à contrôler que l'expérience artistique, personnelle ou professionnelle de l'étudiant correspond aux savoirs et compétences attendues à l'issue des cours considérés.

Les demandes de valorisation de l'expérience artistique, personnelle et professionnelle sont introduites avant le 30 septembre et doivent être appuyées par des documents probants. La décision doit intervenir avant le 1<sup>er</sup> novembre.

La demande, les documents justificatifs et la décision motivée du directeur sont conservés dans le dossier de l'étudiant.

Sous-section 5. — *De la réduction de la durée minimale des études suite à la valorisation de crédits*

**Art. 44 *quater*.** Le directeur, après avis du Conseil de Gestion pédagogique, accorde aux étudiants ayant bénéficié d'une valorisation de crédits en application des articles 44 *bis* et 44 *ter*, une réduction des études proportionnelle au nombre de crédits obtenus, sans que le nombre de crédits restant à effectuer soit inférieur à la limite fixée par l'article 41 *sexies* du décret.

Sous-section 6. — *Des crédits par anticipation*

**Art. 44 *quinquies*.** Un étudiant qui bénéficie de dispenses peut solliciter du directeur, sur avis du Conseil de gestion pédagogique, l'autorisation d'acquérir des crédits de l'année d'études suivante, à concurrence du nombre de crédits dont il est dispensé. Il s'agit là des crédits anticipés. Le directeur fixe le programme de l'étudiant sur la base de sa demande qu'il apprécie souverainement et de la cohérence de son programme et des contraintes d'organisation de l'établissement, dans un souci pédagogique.

Sous-section 7. — *De l'étalement des études*

**Art. 44 *sexies*.** A la demande de l'étudiant, le directeur de l'école supérieure des arts peut autoriser celui-ci à étaler dans le temps les enseignements d'un cycle d'études sur un nombre d'années académiques supérieur au nombre d'années d'études prévues au programme.

La demande d'étalement doit être introduite lors de l'inscription.

Le nombre d'années d'études résultant de l'étalement ne peut être supérieur à deux fois le nombre d'années d'études du cycle.

Lorsque le directeur accueille favorablement la demande de l'étudiant, ils rédigent une convention en deux exemplaires qui comprend la répartition des crédits sur les années d'étalement.

Cette convention est révisée annuellement avant le 15 octobre de l'année académique.

Sous-section 8. — *Des jeunes talents*

Art. 44septies. Les établissements organisant le domaine de la Musique peuvent, conformément à l'article 41, alinéa 3, du décret, accueillir des étudiants qui ne remplissent pas les conditions d'accès au 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement supérieur aux conditions suivantes :

1° L'étudiant a réussi, dans les mêmes conditions que les autres postulants, l'épreuve d'admission de l'école supérieure des arts;

2° Une convention, spécifique à chaque étudiant, a été signée entre l'école supérieure des arts et le ou les établissements d'enseignement, dans lesquels l'étudiant est inscrit.

La convention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> précise :

1° les dispositions qui sont prises en terme d'aménagement des cursus respectifs des établissements, pour permettre à l'étudiant de suivre toutes les matières;

2° les matières spécifiques à la formation artistique suivies dans chaque établissement et leur répartition horaire;

3° les modalités de l'évaluation de ces matières et la manière de les prendre en compte dans les différents cursus suivis par l'étudiant.

L'étudiant ne peut suivre dans l'enseignement supérieur plus de 40 crédits par an. Une activité d'enseignement peut être étalée sur plusieurs années.

L'étudiant bénéficiant de cette disposition intervient dans le calcul de la partie variable visée à l'article 54, § 3 et § 4, du décret, au prorata strict des crédits suivis par cet étudiant au cours de l'année considérée.

L'Ecole Supérieure des Arts qui inscrit des étudiants en application du présent article ne perçoit ni subsides sociaux ni subsides de fonctionnement pour ces étudiants.

Les crédits suivis par l'étudiant dans l'enseignement supérieur artistique et valorisés par un jury de délibération peuvent donner lieu à des dispenses lorsque l'étudiant s'inscrira dans l'enseignement supérieur artistique et satisfera aux conditions fixées par l'article 41, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret.

Les étudiants concernés doivent être inscrits dans un établissement d'enseignement obligatoire.

Les délégués font rapport annuellement au Gouvernement sur l'application de cette mesure. »

Art. 37. L'annexe 1<sup>re</sup> au présent arrêté constituera l'annexe 5 de l'arrêté du 17 juillet 2002 fixant l'organisation de l'année académique et portant règlement général des études.

Chapitre III. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 fixant la liste des cours obligatoires et le nombre d'heures de cours ou d'activités d'enseignement dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté*

Art. 38. L'intitulé de la section première du chapitre premier de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 fixant la liste des cours obligatoires et le nombre d'heures de cours ou d'activités d'enseignement dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 1<sup>re</sup>. — Des études conduisant à l'obtention du grade de bachelier de type court en arts plastiques, visuels et de l'espace »

Art. 39. A l'article 1<sup>er</sup> du même arrêté, le mot « gradué » est remplacé par les mots « bachelier de type court ».

Art. 40. A l'article 2 du même arrêté, les mots « la section « arts de l'espace » pour » sont abrogés.

Art. 41. A l'article 3 du même arrêté, les mots « Les cours obligatoires de la section "arts de l'espace" pour les options "stylisme de mode", "stylisme d'objets ou esthétique industrielle", "création d'intérieurs" et "étalage" sont : » sont remplacés par les mots : « Les cours obligatoires des options "stylisme de mode", "stylisme d'objets ou esthétique industrielle", "création d'intérieurs" sont : »

Art. 42. A l'article 4 du même arrêté, les mots « Les cours obligatoires de la section "arts visuels" pour l'option "photographie et images animées ou cinégraphie" sont : » sont remplacés par les mots « Les cours obligatoires de l'option "photographie" et « images animées ou cinégraphie" sont : »

Art. 43. A l'article 5 du même arrêté, les mots : « Les cours obligatoires de la section "arts visuels" pour les options "typographie ou dessin graphique", "infographie", "graphisme", "bande dessinée", "illustration", "gravure ou impression, reprographie, offset", "sérigraphie", "publicité", "arts du tissu" sont : » sont remplacés par les mots : « Les cours obligatoires des options "graphisme", "bande dessinée", "illustration", "gravure et impression", "sérigraphie", "publicité", sont : ».

Art. 44. A l'article 6 du même arrêté, les mots : « Les cours obligatoires de la section "arts plastiques" pour les options "peinture", "sculpture", "céramique", "conservation d'objets d'art" sont : » sont remplacés par les mots : « Les cours obligatoires des options "peinture", "sculpture", sont : ».

Art. 45. Un article 6bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 6bis. Les cours obligatoires de l'option « Arts numériques » sont :

Histoire et actualité des arts	150 h
Philosophie	90 h
Littérature	60 h
Sémiologie	60 h
Actualité culturelle	90 h
Cours artistique de l'option	900 h
Stages	120 h
Techniques et technologie	120 h

**Art. 46.** A l'article 7, alinéa 2, du même arrêté, le mot « gradué » est remplacé par les mots « bachelier de type court ».

**Art. 47.** L'intitulé de la section 2 du chapitre premier du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 2. — Des études conduisant à l'obtention du grade de "bachelier de transition en arts plastiques, visuels et de l'espace »

**Art. 48.** A l'article 8 du même arrêté, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier ».

**Art. 49.** A l'article 9 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Les cours obligatoires du champ interdisciplinaire "recherches picturales et tridimensionnelles" sont : » sont remplacés par les mots « Les cours obligatoires des options : « Dessin », « Peinture », « Sculpture », « Céramique », « Installation, Performance » sont : » ;

2° A l'alinéa 3, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier ».

**Art. 50.** A l'article 10 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Les cours obligatoires du champ interdisciplinaire "image imprimée" sont : » sont remplacés par les mots « Les cours obligatoires des options suivantes : « Gravure », « Sérigraphie », « Lithographie », « Photographie » sont : » ;

2° A l'alinéa 3, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier ».

**Art. 51.** A l'article 11 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Les cours obligatoires du champ interdisciplinaire "art environnemental" sont : » sont remplacés par les mots « Les cours obligatoires des options « Art dans l'espace public », « Espace urbain » et « Images dans le milieu » sont : » ;

2° A l'alinéa 3, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier ».

**Art. 52.** A l'article 12 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Les cours obligatoires du champ interdisciplinaire "stylisme et textile" sont : » sont remplacés par les mots « Les cours obligatoires des options : « Tapisserie », « Stylisme et création de mode » et « Design textile » sont : » ;

2° A l'alinéa 3, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier ».

**Art. 53.** A l'article 13 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Les cours obligatoires du champ interdisciplinaire "livre et design graphique" sont : » sont remplacés par les mots « Les cours obligatoires des options : « Typographie », « Reliure », « Illustration » et « Bande dessinée » sont : » ;

2° A l'alinéa 3, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier ».

**Art. 54.** A l'article 14 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Les cours obligatoires du champ interdisciplinaire "art et communication" sont : » sont remplacés par les mots « Les cours obligatoires des options : « Publicité », « Communication visuelle et graphique », « Graphisme » sont : » ;

2° A l'alinéa 3, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier ».

**Art. 55.** A l'article 15 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Les cours obligatoires du champ interdisciplinaire "mobilier et design" sont : » sont remplacés par les mots « Les cours obligatoires des options : « Design industriel », « Architecture d'intérieur » et « Design urbain » sont : » ;

2° A l'alinéa 3, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier ».

**Art. 56.** A l'article 16 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Les cours obligatoires du champ interdisciplinaire "représentation et mouvement" sont : » sont remplacés par les mots « Les cours obligatoires des options : « Scénographie », « Cinéma d'animation », « Vidéographie » et « Arts numériques » sont : » ;

2° A l'alinéa 3, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier ».

**Art. 57.** A l'article 17 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Les cours obligatoires du champ interdisciplinaire "restauration d'œuvres d'art" sont : » sont remplacés par les mots « Les cours obligatoires de l'option "Conservation, restauration des œuvres d'art" sont : » ;

2° A l'alinéa 3, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier ».

**Art. 58.** L'intitulé de la section 3 du chapitre 1<sup>er</sup> est remplacé par l'intitulé suivant :

« Des études conduisant à l'obtention du grade de "master en arts plastiques, visuels et de l'espace" »

**Art. 59.** L'article 18 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. Les études conduisant à l'obtention du grade de "master en arts plastiques, visuels et de l'espace" comportent un minimum de 900 heures d'activités d'enseignement.

Lorsque ces études sont organisées en deux années, elles doivent en outre comprendre :

- Soit un minimum de 300 heures d'activités d'enseignement spécifiques pour les finalités spécialisées et approfondies;

- Soit un minimum de 300 heures d'activités d'enseignement conformes aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la communauté française du 17 septembre 2003 organisant l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur dans les Ecoles supérieures des Arts, organisées ou subventionnées par la Communauté française, pour la finalité didactique.

**Art. 60.** Dans l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots : « Les cours obligatoires du champ interdisciplinaire "mobilier et design" sont : » sont remplacés par les mots : « Les cours obligatoires des options : « Design industriel », « Architecture d'intérieur » et « Design urbain » sont : ».



**Art. 61.** A l'article 20 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « Les cours obligatoires des champs interdisciplinaires "recherches picturales et tridimensionnelles", "image imprimée", "art environnemental", "stylisme et textile", "livre et design graphique", "art et communication", "représentation et mouvement", "restauration d'œuvres d'arts" sont : » sont remplacés par les mots : « Les cours obligatoires des options : « Dessin », « Peinture », « Sculpture », « Céramique », « Installation, Performance », « Gravure », « Sérigraphie », « Lithographie », « Photographie », « Arts dans l'espace public », « Espace urbain », « Images dans le milieu », « Tapisserie », « Stylisme et création de mode », « Design textile », « Typographie », « Reliure », « Illustration », « Bande dessinée », « Publicité », « Communication visuelle et graphique », « Graphisme », « scénographie », « cinéma d'animation », « vidéographie », « arts numériques » et « Conservation, restauration des œuvres d'art » sont : »

2° L'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant : « Outre les heures comprises dans cette grille horaire minimale, sont organisées, pour l'obtention du grade de "master en arts plastiques, visuels et de l'espace", le complément d'heures d'activités d'enseignement nécessaire pour satisfaire aux obligations fixées par l'article 18, est laissé à la liberté du Pouvoir organisateur de l'Ecole supérieure des Arts. »

**Art. 62.** L'intitulé de la section première du chapitre 2 du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 1<sup>re</sup>. — Des études conduisant à l'obtention du grade de "bachelier de transition en musique" »

**Art. 63.** Dans l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup> et 2, du même arrêté, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier ».

**Art. 64.** Dans l'article 23, alinéa 3, du même arrêté, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier ».

**Art. 65.** Dans l'article 24, alinéa 3, du même arrêté, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier ».

**Art. 66.** Dans l'article 25, alinéa 3, du même arrêté, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier ».

**Art. 67.** Dans l'article 26, alinéa 3, du même arrêté, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier ».

**Art. 68.** Dans l'article 27, alinéa 3, du même arrêté, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier ».

**Art. 69.** Dans l'article 28, alinéa 3, du même arrêté, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier ».

**Art. 70.** L'intitulé de la section 2 du chapitre 2 du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 2. — Des études conduisant à l'obtention du grade de "master en musique" »

**Art. 71.** Les modifications suivantes sont apportées à l'article 29 du même arrêté :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup> et 2, le mot « licencié » est remplacé par le mot « master »;

2° L'alinéa suivant est inséré après l'alinéa 2 : « Ces études comprennent :

- Soit un minimum de 300 heures d'activités d'enseignement spécifiques pour les finalités spécialisées et approfondies;

- Soit un minimum de 300 heures d'activités d'enseignement conformes aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la communauté française du 17 septembre 2003 organisant l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur dans les Ecoles supérieures des Arts, organisées ou subventionnées par la Communauté française, pour la finalité didactique. »

3° Dans l'alinéa 3, devenu 4, le mot « licencié » est remplacé par le mot « master ».

**Art. 72.** Dans l'article 30, alinéa 2, du même arrêté, le mot « licencié » est remplacé par le mot « master ».

**Art. 73.** Dans l'article 31, alinéa 2, du même arrêté, le mot « licencié » est remplacé par le mot « master ».

**Art. 74.** Dans l'article 32, alinéa 2, du même arrêté, le mot « licencié » est remplacé par le mot « master ».

**Art. 75.** Dans l'article 33, alinéa 2, du même arrêté, le mot « licencié » est remplacé par le mot « master ».

**Art. 76.** Dans l'article 34, alinéa 2, du même arrêté, le mot « licencié » est remplacé par le mot « master ».

**Art. 77.** Dans l'article 35, alinéa 2 et 3, du même arrêté, le mot « licencié » est remplacé par le mot « master ».

**Art. 78.** Dans l'article 36, alinéa 2, du même arrêté, le mot « licencié » est remplacé par le mot « master ».

**Art. 79.** Il est inséré dans le Chapitre II, du même arrêté, une section III, comprenant les articles 36bis et 36ter, rédigée comme suit :

« Section 3. — Des études conduisant à l'obtention du grade de "bachelier de type court en musique" »

**Art. 36bis.** Les études conduisant au grade de bachelier de type court en musique comportent un minimum de 600 heures de cours par année d'étude.

**Art. 36ter.** Les cours obligatoires conduisant à l'obtention du grade de "bachelier de type court en musique" option « agrégation de l'enseignement secondaire inférieur » sont :

Intitulés	Agrégation de l'Enseignement Secondaire Inférieur (A.E.S.I.)
Acoustique	15
Analyse et écritures	150
Approche de l'ethnomusicologie	15
Aspects légaux et juridiques	15
Auditions commentées	15
Créativité musicale	30
Chant d'ensemble	30
Chant	15
Piano	15
Encyclopédie de la musique	15
Formation musicale	150

Intitulés	Agrégation de l'Enseignement Secondaire Inférieur (A.E.S.I.)
Formation au langage contemporain	15
Harmonie pratique	30
Histoire comparée des Arts	30
Histoire de la musique	120
Marketing	30
Organologie	15
Rythmique et mouvement	60
Introduction à la psychologie générale	15
Introduction à la philosophie	15
Pédagogie musicale	150
Séminaires, visites, concerts	15
TOTAL	960

Les heures comprises dans la grille horaire minimale sont réparties sur les trois années d'études.

Outre les heures comprises dans cette grille horaire minimale, sont organisées, pour l'obtention de ce grade, 480 heures de cours laissées à la liberté du Pouvoir organisateur de l'Ecole supérieure des Arts. »

**Art. 80.** L'intitulé de la section 1<sup>re</sup> du chapitre III du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« *Section 1<sup>re</sup>.* — Des études conduisant à l'obtention du grade de "bachelier en théâtre et arts de la parole" »

**Art. 81.** A l'article 38 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier »

2° A l'alinéa 3, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier »

**Art. 82.** L'intitulé de la section 2 du chapitre III du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« *Section 2.* — Des études conduisant à l'obtention du grade de "master en théâtre et arts de la parole" ».

**Art. 83.** A l'article 39 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « licencié » est remplacé par le mot « master »

2° Il est inséré un alinéa 2, rédigé comme suit : « Lorsque ces études sont organisées en deux années, elles doivent en outre comprendre :

- Soit un minimum de 300 heures d'activités d'enseignement spécifiques pour les finalités spécialisées et approfondies;

- Soit un minimum de 300 heures d'activités d'enseignement conformes aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la communauté française du 17 septembre 2003 organisant l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur dans les Ecoles supérieures des Arts, organisées ou subventionnées par la Communauté française, pour la finalité didactique »

**Art. 84.** Dans l'article 40 du même arrêté, le mot « licencié » est remplacé par le mot « master ».

**Art. 85.** L'intitulé de la section première du chapitre IV du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« *Section 1<sup>re</sup>.* — Des études conduisant à l'obtention du grade de "bachelier de type court en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication" ».

**Art. 86.** Dans l'article 41 du même arrêté, le mot « gradué » est remplacé par les mots « bachelier de type court ».

**Art. 87.** Dans l'article 42 du même arrêté, le mot « gradué » est remplacé par les mots « bachelier de type court ».

**Art. 88.** L'intitulé de la section 2 du chapitre IV du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« *Section 2.* — Des études conduisant à l'obtention du grade de "bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication" ».

**Art. 89.** Dans l'article 43 du même arrêté, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier ».

**Art. 90.** Dans l'article 44 du même arrêté, le mot « candidat » est remplacé par le mot « bachelier ».

**Art. 91.** L'intitulé de la section 3 du chapitre IV du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« *Section 3.* — Des études conduisant à l'obtention du grade de "master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication" ».

**Art. 92.** Dans l'article 45 du même arrêté, le mot « licencié » est remplacé par le mot « master ».

**Art. 93.** A l'article 46 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup> et 2, le mot « licencié » est remplacé par le mot « master »;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque ces études sont organisées en deux années, elles doivent en outre comprendre :

- Soit un minimum de 300 heures d'activités d'enseignement spécifiques pour les finalités spécialisées et approfondies;

- Soit un minimum de 300 heures d'activités d'enseignement conformes aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la communauté française du 17 septembre 2003 organisant l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur dans les Ecoles supérieures des Arts, organisées ou subventionnées par la Communauté française, pour la finalité didactique »

CHAPITRE IV. — *Modification à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 organisant l'épreuve d'admission dans les écoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Art. 94.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 organisant l'épreuve d'admission dans les écoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1<sup>er</sup>. La session d'admission pour l'accès aux études dans l'enseignement supérieur artistique est organisée chaque année, entre le 1<sup>er</sup> mai et le 1<sup>er</sup> juin et entre le 25 juin et le 21 septembre, dans chaque Ecole supérieure des Arts.

Pour l'application du présent arrêté on entend par « session d'admission » la période durant laquelle les épreuves d'admission peuvent être organisées.

Une Ecole supérieure des Arts peut organiser plusieurs épreuves d'admission pour une même option au cours d'une même session d'admission.

L'épreuve d'admission pour une même option dure au maximum deux semaines. »

**Art. 95.** L'article 2 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Ministre peut mandater le délégué visé à l'article 34 bis du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, encadrement, financement, statuts des personnels, droits et devoirs des étudiants), pour assister aux épreuves d'admission et aux délibérations des jurys des épreuves d'admission. Ce délégué veille au déroulement régulier des opérations. Il a voix consultative. »

**Art. 96.** L'article 8 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« S'il désire s'inscrire en première année dans une autre école supérieure des arts ou dans une autre option lorsqu'il n'a pas réussi la première année du premier cycle d'études, il est tenu de présenter à nouveau une épreuve d'admission. »

CHAPITRE V. — *Modification à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2003 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'assimilation des titres, créée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 2002 portant application de l'article 29 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique*

**Art. 97.** L'article 2 du Règlement d'ordre intérieur de la Commission d'assimilation des titres de l'enseignement supérieur artistique annexé à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2003 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'assimilation des titres, créée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 2002 portant application de l'article 29 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique est remplacé par la disposition suivante :

« Toute demande d'assimilation, d'audition par la Commission ainsi que toute correspondance ultérieure doivent être adressées par lettre recommandée au Président de la Commission, Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique de la Communauté française, rue Adolphe Lavallée 1, B-1080 Bruxelles. »

CHAPITRE VI. — *Modification à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 2002 portant application de l'article 29 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'Enseignement supérieur artistique*

**Art. 98.** A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 2002 portant application de l'article 29 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'Enseignement supérieur artistique, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> Le § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, est complété comme suit :

« - diplôme supérieur de flûte à bec »

2<sup>o</sup> il est inséré un § 6, rédigé comme suit :

« § 6. Les porteurs d'un titre non repris dans les paragraphes précédents peuvent bénéficier d'une assimilation au grade de candidat ou de licencié en musique par le Ministre, sur avis favorable de la Commission d'assimilation. »

**Art. 99.** A l'article 6 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, les mots « de rang 15 au moins » sont remplacés par les mots « de rang 12 au moins ».

b) le § 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Outre les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Gouvernement désigne deux observateurs spéciaux du Gouvernement, avec voix consultative, pour un terme de quatre ans renouvelable. »

CHAPITRE VII. — *Modifications à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 septembre 2003 organisant l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur dans les Ecoles supérieures des Arts, organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Art. 100.** L'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 septembre 2003 organisant l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur dans les Ecoles supérieures des Arts, organisées ou subventionnées par la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Le programme de formation de tous les étudiants inscrits dans les études d'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur comporte les quatre axes visés à l'article 4 du présent arrêté.

La formation comporte au moins 300 heures d'activités d'enseignement.

Un tiers du volume de la formation est affecté par les Ecoles supérieures des Arts organisant l'agrégation à des activités d'enseignement qu'elles déterminent en toute autonomie.

La formation est organisée pour les étudiants titulaires d'un diplôme de licencié ou de master délivré par une Ecole supérieure des Arts ou y étant inscrits pour l'obtention du diplôme de licencié ou du diplôme de master à finalité didactique.

Lorsque la formation est intégrée dans un master à finalité didactique, elle peut être soit étalée sur les deux années du master, soit être donnée en dernière année uniquement.

Dans les autres cas, la formation peut s'étaler au maximum sur deux années. »

**Art. 101.** L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Les connaissances sociologiques et culturelles abordent notamment des aspects :

1. de la politique de l'éducation;
2. de la sociologie de l'éducation;

3. de l'analyse de l'institution scolaire et de ses acteurs;
4. juridiques, administratifs et déontologiques de la profession d'enseignant;
5. de la diversité culturelle;
6. les principes de neutralité;
7. de la présence de l'art et de l'artiste en milieu scolaire. »

**Art. 102.** Dans l'article 8 du même arrêté, les mots « l'adolescent » est remplacé par « l'apprenant ».

**Art. 103.** Un article 11bis, rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 11bis. Le modèle et les mentions du diplôme de l'agrégation sont fixés en annexe au présent arrêté.

Le diplôme mentionne le domaine, la section, l'option ou la finalité de la formation initiale de l'étudiant.

Pour le domaine de la musique, il mentionne également la spécialisation éventuelle suivie durant l'agrégation et donnant accès aux fonctions de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit pour lesquelles il n'existe pas de formation initiale directement correspondante dans l'enseignement supérieur artistique. »

Titre 2. — *Dispositions abrogatoires*

**Art. 104.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juin 2002 relatif aux conventions de coopération pour l'organisation d'études communes établies entre les Ecoles supérieures des Arts ou entre une Ecole supérieure des Arts et un ou plusieurs autres établissements, est abrogé.

Titre 3. — *Dispositions finales*

**Art. 105.** Le présent arrêté entre en vigueur année après année, à l'exception des trois premières années académiques qui entrent en vigueur le 15 septembre 2006.

Par exception à l'alinéa précédent, les chapitres I<sup>er</sup>, IV à VII du présent arrêté et les articles, 4, 9 à 11, 20, 21, 25 et 26 entrent en vigueur le 15 septembre 2006.

**Art. 106.** La Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargée de l'application du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 août 2006.

Par le Gouvernement,

La Ministre-présidente, en charge de l'enseignement obligatoire,  
Mme M. ARENA

La Vice-présidente,  
Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations Internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

**Annexe 1<sup>re</sup> à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
du 31 août 2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur artistique**

**Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 fixant organisation de l'année académique et portant règlement général des études dans les écoles supérieures des arts organisées ou subventionnées par la Communauté française.**

Cours artistiques qui peuvent faire l'objet de deux sessions artistiques, organisées sous la forme d'examens (article 25)

Domaine des Arts plastiques, visuels et de l'espace

Néant

Domaine de la Musique

INTITULES GENERIQUES	SPECIALITES
Analyse et écritures	
Analyse et écritures	Ecritures
Analyse et écritures	Ecritures approfondies
Analyse et écritures	Analyse approfondie
Analyse jazz	Analyse et relevé de chorus
Analyse jazz	
Analyse perceptive	
Analyse perceptive des rapports son/image	
Approche de l'ethnomusicologie	
Chant d'ensemble	Chant liturgique
Créativité musicale	
Ear-training	
Ecritures	Contrepoint
Ecritures	Fugue
Ecritures	Harmonie
Ecritures	
Education musicale	

INTITULES GENERIQUES	SPECIALITES
Etude du répertoire des musiques mixtes	
Formation aux langages contemporains	
Formation musicale	Chanteurs
Formation musicale	
Harmonie pratique	
Harmonie pratique	Basse continue
Harmonie pratique	Jazz
Harmonie	Jazz
Histoire de la lutherie électronique	
Histoire de la musique électroacoustique	
Histoire des dispositifs de traitement en direct	
Histoire du jazz et auditions commentées	
Lecture et transposition	Accordéon
Lecture et transposition	Bois
Lecture et transposition	Bois (musique ancienne)
Lecture et transposition	Cordes frottées
Lecture et transposition	Cordes frottées (musique ancienne)
Lecture et transposition	Cordes pincées (musique ancienne)
Lecture et transposition	Cuivres
Lecture et transposition	Clavecin
Lecture et transposition	Flûte à bec
Lecture et transposition	Guitare
Lecture et transposition	Harpe
Lecture et transposition	Piano
Lecture et transposition	Percussions
Lecture et transposition	Orgue
Lecture et transposition	Tablature
Lecture instrumentale-jazz	Instruments mélodiques
Lecture instrumentale-jazz	Instruments harmoniques
Lecture instrumentale-jazz	Batterie
Lecture instrumentale-jazz	Chant
Rythme-jazz	
Rythmique et mouvement	
Sémiologie musicale appliquée à l'électroacoustique	
Solfège des objets sonores, perception auditive	
Théorie de la musique ancienne	
Tempérament et accord	

Domaine du Théâtre et des Arts de la Parole

Néant

Domaine des Arts du spectacle, techniques de diffusion et de communication

Intitulé générique	Spécialité
Dramaturgie et Techniques scéniques	Générales
Formation corporelle	travail du corps
Formation vocale	travail de la voix
Interprétation	Générales
Interprétation	formation gestuelle et corporelle

Intitulé générique	Spécialité
Production et structures de création	du cirque
Projets personnels	
Scénographies décors et costumes	de cirque

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur artistique

La Ministre-présidente, en charge de l'enseignement obligatoire,  
Mme M. ARENA

La vice-présidente,  
Ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

**Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
du 31 août 2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur artistique**

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 septembre 2003  
organisant l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur dans les Ecoles supérieures des Arts,  
organisées ou subventionnées par la Communauté française

COMMUNAUTE FRANCAISE DE BELGIQUE

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ARTISTIQUE DE PLEIN EXERCICE  
ET DE TYPE LONG ORGANISE EN ECOLES SUPERIEURES DES ARTS

Ecole supérieure des Arts

(1)

(2)

DOMAINE (3)

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur;

Vu le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique,

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants),

Nous, Président et Membres du jury de délibération chargé de procéder à l'épreuve finale des études menant au grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur

Attendu que (4), né(e) à ..... (5), le (6)

réunit les conditions légales requises

Attendu que le programme comporte les matières obligatoires, conformément au décret du 17 mai 1999 relatif à l'Enseignement supérieur artistique et à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 septembre 2003 organisant l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur dans les Ecoles supérieures des Arts, organisées ou subventionnées par la Communauté française

Attendu que l'impétrant(e) a suivi les activités d'enseignement, mentionnées dans le supplément au présent diplôme;

Attendu que l'impétrant(e) a suivi durant son agrégation la spécialisation suivante : (7);

Attendu qu' (8) a subi l'épreuve (9);

Attendu qu'il a prêté publiquement le serment de Socrate;

Lui conférons le grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur

En foi de quoi, nous lui avons délivré le présent diplôme, attestant en même temps que les prescriptions légales, décrétales et réglementaires relatives à l'organisation de l'enseignement susdit, à la durée des études et à la publicité des examens ont été observées.

Fait à (10), le (11)

Les Membres du jury  
Le Président du jury,  
Directeur de l'Ecole supérieure des Arts

AU NOM DU GOUVERNEMENT  
DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE DE BELGIQUE

L(...) titulaire,

Le Directeur général de l'Enseignement non obligatoire  
et de la Recherche scientifique,

Un supplément est annexé au présent diplôme, donnant toutes informations complémentaires, notamment le programme de formation suivi ainsi que les résultats obtenus.

INSTRUCTIONS RELATIVES AU DIPLOME D'AGREGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SUPÉRIEUR  
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ARTISTIQUE ORGANISÉ EN ÉCOLES SUPÉRIEURES DES ARTS  
DE PLEIN EXERCICE ET DE TYPE LONG

1. Indiquer la dénomination officielle et l'adresse du siège de l'établissement.
2. Compléter par la mention adéquate, à savoir :
  - organisé par la Communauté française
  - libre subventionné par la Communauté française
  - officiel subventionné par la Communauté française.
3. Compléter par la mention adéquate : arts plastiques, visuels et de l'espace, musique, théâtre et arts de la parole ou arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication.
4. Doit apparaître le nom de famille (en lettres majuscules), le prénom principal et les initiales des prénoms suivants.
5. Mentionner le lieu de naissance (orthographe officielle de la commune et non 1190 Bruxelles en lieu et place de Forest).  
N.B. : les lieux de naissance, surtout étrangers, sont quelquefois mal indiqués, de même que le nom du pays.  
Quoique ceux-ci aient parfois changé de dénomination, il faut s'en référer rigoureusement à l'extrait de l'acte de naissance.
6. Dans la date, mentionner le mois en toutes lettres.
7. Indiquer le nom du module de spécialisation.  
Cette mention ne doit être reprise que pour les diplômes délivrés dans le domaine de la musique.
8. Compléter par l'une des mentions : "il" ou "elle".
9. Compléter par la mention accordée :
  - "avec satisfaction"
  - "avec distinction"
  - "avec grande distinction"
  - "avec la plus grande distinction"
10. Nom officiel de la commune.
11. Date de la délibération finale de la session en indiquant le nom du mois en toutes lettres.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur artistique

La Ministre-présidente, en charge de l'enseignement obligatoire,  
Mme M. ARENA

La vice-présidente,  
Ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 4879

[2006/203814]

**31 AUGUSTUS 2006. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
houdende diverse maatregelen inzake het hoger kunstonderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs;

Gelet op het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), inzonderheid op de artikelen 41, 41bis, 41ter, 41quater, 41quinquies, 43;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 april 2000 tot oprichting van de "Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique" (Hoge Raad voor het hoger kunstonderwijs van de Franse Gemeenschap);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juni 2002 betreffende de samenwerkingsovereenkomsten voor de organisatie van gemeenschappelijke studies gesloten tussen de Hogere Kunstscholen of tussen een Hogere Kunstschool en één of meer andere instellingen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 tot vaststelling van de organisatie van het academiejaar en houdende de algemene regeling van de studies in de hogere kunstscholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 tot vaststelling van de lijst van de verplichte leergangen en het aantal lesuren of onderwijsactiviteiten in de hogere kunstscholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 houdende organisatie van het examen voor de toelating in de hogere kunstscholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 september 2002 houdende toepassing van artikel 29 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2003 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Gelijktstellingscommissie voor bekwaamheidsbewijzen, opgericht bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 september 2002 houdende toepassing van artikel 29 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs;

Gelet op de aanvraag tot wijziging van het huishoudelijk reglement van de Gelijktstellingscommissie van 20 april 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 mei 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 9 juni 2006;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenverenigingen van 20 juni 2006;

Gelet op het overleg met de inrichtende machten van 20 juni 2006;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor het Hoger Kunstonderwijs, gegeven op 21 juni 2006;

Gelet op het advies nr. 40.932/2 van de Raad van State, gegeven op 17 augustus 2006 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### Titel I. — Wijzigingsbepalingen

**HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 april 2000 tot oprichting van de "Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique" (Hoge Raad voor het hoger kunstonderwijs van de Franse Gemeenschap)**

**Artikel 1.** Artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 april 2000 tot oprichting van de "Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique" (Hoge Raad voor het hoger kunstonderwijs van de Franse Gemeenschap), wordt aangevuld als volgt :

« Bovendien mag geen lid van de raad meer dan twee opeenvolgende mandaten van voorzitter vervullen. »

**Art. 2.** Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« De directeur-generaal van het niet-verplicht onderwijs of zijn afgevaardigde woont de vergaderingen met raadgevende stem bij.

De afgevaardigden van de Regering, bedoeld in artikel 34bis van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), wonen de vergaderingen met raadgevende stem bij. »

**Hoofdstuk II. — Wijzigingen in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 tot vaststelling van de organisatie van het academiejaar en houdende de algemene regeling van de studies in de hogere kunstschole georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.**

**Art. 3.** In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 tot vaststelling van de organisatie van het academiejaar en houdende de algemene regeling van de studies in de hogere kunstschole georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 6<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt : « 6<sup>o</sup> academiejaar : het academiejaar zoals bepaald in artikel 24 van het decreet van 31 maart 2004; »

b) 11<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt : « 11<sup>o</sup> artistieke evaluatie : proef voor de evaluatie van het artistiek traject van een student van één of meerdere artistieke cursussen; »

c) 15<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt : « 15<sup>o</sup> examen : controle van de verworven kennis van studenten over een bepaald gedeelte van het studieprogramma van een studiejaar; »;

d) 20<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt : « 20<sup>o</sup> regelmatig ingeschreven student : student of studente die de voorwaarden voor de toelating tot een studiejaar in het hoger onderwijs vervult, die ten laatste op 15 oktober van het lopende academiejaar is ingeschreven, onverminderd een later ontvangen inschrijving met toepassing van § 1, derde lid en § 4 van artikel 38 van het decreet, voor het geheel van de activiteiten van dat jaar, met uitzondering van deze waarvoor hij of zij een vrijstelling zou gekregen hebben in de vorm van studiepunten die overeenstemmen met de hogere studies of gedeeltes van hogere studies die hij of zij met vruchten al zou hebben gevolgd of die overeenstemmen met een vrijstelling in de vorm van studiepunten van hun persoonlijke of beroepservaring, overeenkomstig de bepalingen van decreten en besluiten van de Franse Gemeenschap en die regelmatig de onderwijsactiviteiten volgen met het oog op het verkrijgen, in voorkomend geval, van de rechten voortvloeiend uit het slagen voor de proef; »

e) Het eerste lid wordt aangevuld als volgt : « 27<sup>o</sup> decreet van 31 maart 2004 : het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten. »

**Art. 4.** Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 5.** In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden « het toelatingsexamen en ten laatste op de laatste dag van de derde week van september. » vervangen door de woorden « de toelatingsproef. ».

**Art. 6.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden « , met uitzondering van de stages bedoeld in artikel 4, tweede lid, 3<sup>o</sup> van het decreet van 17 mei 1999 en van de activiteiten bedoeld in 3<sup>o</sup> van het decreet van 31 maart 2004, » ingevoegd tussen de woorden « De onderwijsactiviteiten » en « worden opgeschort ».

**Art. 7.** Artikel 7, derde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : « De artistieke eindejaarsexamencommissie voor het laatste studiejaar dat leidt tot de toekenning van een graad van bachelor van het korte type of van master, is een externe examencommissie. »

**Art. 8.** Artikel 10, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Voor de deliberatie van studenten ingeschreven in het laatste studiejaar dat leidt tot de toekenning van een graad van bachelor of van master, mag de examencommissie overeenkomstig de bepalingen bedoeld in het afzonderlijk studiereglement bestaan uit het geheel van de leden van het onderwijzend personeel die voor de vorming van de studenten hebben gezorgd gedurende de laatste cyclus die tot de betrokken graad leidt. »

**Art. 9.** In artikel 18, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « hoogleraren » ingevoegd tussen de woorden « minstens twee derde van de » en de woorden « leden van de delibererende examencommissie ».

**Art. 10.** In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de woorden "De exemplaren van de examens liggen ter beschikking van de studenten. » vervangen door de woorden « De exemplaren van de examens liggen ter beschikking van de studenten gedurende een termijn van zestig werkdagen volgend op de afsluitingsdatum van de examenzeitijd. ».



**Art. 11.** Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 23. De directeur organiseert het secretariaat van de artistieke examencommissies en van de delibererende examencommissies, benoemt de secretarissen gekozen onder de personeelsleden van de school. Hij maakt de naam(en) van de secretaris(sen) van de delibererende examencommissies bekend op de uithangborden van de hogere kunstschool en dit, vóór het begin van de zittijd. De secretarissen zijn niet stemgerechtigd.

De beroepen worden ingediend bij de secretaris van de delibererende examencommissie die over de student heeft beraadslaagd.

**Art. 12.** Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 24. Per academiejaar organiseert de hogere kunstschool tijdens het derde kwadrimester twee examenzittijden. De eerste eindigt vóór 7 juli en de tweede begint op 1 september van het lopende academiejaar en eindigt ten laatste op 14 september.

In afwijking van het vorige lid kan de tweede examenzittijd van het laatste studiejaar tot 15 oktober verlengd worden.

Met uitzondering van het eerste lid, voor de studenten ingeschreven in het eerste jaar, moet de Hogere Kunstschool vervroegde examens organiseren, overeenkomstig artikel 26, na het einde van het eerste kwadrimester voor de afgesloten cursussen.

De directeur stelt de begin- en einddata van de examenzittijden vast. »

**Art. 13.** Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 25. Per academiejaar organiseert de hogere kunstschool een artistieke evaluatiezittijd die tijdens het derde kwadrimester vóór 7 juli eindigt.

Met uitzondering van het vorige lid kan de directeur, op advies van de pedagogische beheersraad, beslissen of sommige artistieke cursussen waaronder deze vermeld in bijlage 5 het voorwerp uitmaken van twee artistieke evaluatiezittijden en georganiseerd worden in de vorm van examens. In dit geval stemmen deze beide zittijden overeen met de examenzittijden.

De directeur stelt de begin- en einddata van de artistieke evaluatiezittijden vast.

De enige artistieke evaluatiezittijd bedoeld in het eerste lid kan verlengd worden, voor zover de student voor al zijn examens geslaagd is - behalve voor deze waarvoor hij een vrijstelling of een afwijking gekregen heeft - en voor zover de student een beslissing in die zin gekregen heeft die genomen werd door de Directeur op advies van de Pedagogische Beheersraad. De uiterste datum van het einde van deze verlengde zittijd is de datum van de afsluiting van de tweede examenzittijd.

De student die in aanmerking wil komen voor deze afwijking, dient vóór het begin van de zittijd een met redenen omklede aanvraag in bij het hoofd van de inrichting.

**Art. 14.** In artikel 26 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, vierde lid wordt vervangen als volgt : « Onverminderd artikel 43, § 1, van het decreet van 20 december 2001 mag de student niet meer dan twee keer ondervraagd worden over de leerstoffen van deze examens gedurende eenzelfde academiejaar, behalve in het eerste studiejaar, in het kader van examens georganiseerd onder de voorwaarden bedoeld in artikel 24, derde lid. In dit laatste geval mag de student niet meer dan drie keer ondervraagd worden. »

2° § 2 wordt vervangen als volgt : « Wanneer een voortdurende evaluatie wordt gevoerd, voor de algemene, technische of artistieke cursussen, binnen de perken vastgesteld door het afzonderlijk studiereglement van de hogere kunstschool, bestaan de punten voor het jaar per onderwijsactiviteit en voor de einddeliberatie uit het gemiddelde van de punten gegeven door de verantwoordelijke van die onderwijsactiviteit gedurende het jaar. De punten worden met elke zittijd verbonden. »

**Art. 15.** Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 28. Niemand mag toegelaten worden deel te nemen aan meer dan een artistieke evaluatiezittijd in de loop van eenzelfde academiejaar, behalve voor de artistieke cursussen bepaald door de directeur, op advies van de pedagogische beheersraad en waarvoor twee artistieke evaluatiezittijden bedoeld in artikel 25 georganiseerd worden.

Niemand mag toegelaten worden deel te nemen aan meer dan twee examenzittijden in de loop van eenzelfde academiejaar, behalve in het eerste studiejaar onder de voorwaarden bedoeld in artikel 24, derde lid.

Onder voorbehoud van artikel 29, § 4, heeft elke student het recht twee examenzittijden af te leggen in de loop van eenzelfde academiejaar.

De student is verplicht de proef af te leggen in de loop van de eerste examenzittijd onder voorbehoud van de bepalingen vastgesteld in de artikelen 33 en 34.

Onverminderd artikel 25, vierde lid, bij overmacht bepaald door de Pedagogische beheersraad kan de artistieke evaluatiezittijd verlengd worden tot de dag vóór de datum van het begin van het volgend academiejaar. Deze beslissing kan op elk ogenblik van de zittijd genomen worden. »

**Art. 16.** Artikel 29, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 2. De eindevaluatie van het onderwijs wordt vertaald in de vorm van punten - tussen 0 en 20; het minimum om te slagen wordt op 12/20 vastgesteld.

De globale evaluatie van een studiejaar of een studiecycclus wordt vertaald in de vorm van punten - tussen 0 en 100; het minimum om te slagen wordt gemiddeld op 60/100 vastgesteld, berekend overeenkomstig artikel 31.

Wordt van rechtswege toegelaten tot het hoger studiejaar, de student die minstens 12 op 20 behaald heeft voor elk onderwijs en 60 op 100 voor de globale evaluatie van het studiejaar of studiecycclus.

De deliberatie is collegiaal en soeverein voor de toekenning van de vermeldingen.

Voor de studenten die niet voldoen aan de toelatingsvoorwaarden van rechtswege, delibereert de delibererende examencommissie collegiaal en soeverein over het slagen, de verdaging of het afwijzen. »

**Art. 17.** Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 30. §1. Wanneer de student minstens 48 studiepunten van zijn studiejaar behaald heeft, spreekt de examencommissie zich uit over het slagen voor dit studiejaar voor zover aan de hierna vermelde voorwaarden voldaan wordt :

1° de student heeft alle artistieke evaluaties afgelegd;

2° de student heeft aan alle examens van de tweede zitting deelgenomen, behalve aan deze waarvoor hij een vrijstelling in de vorm van studiepunten had gekregen of nog behoudens afwijking toegestaan door de directeur van de hogere kunstschool om wettige redenen.

Met uitzondering van het eerste lid kan de examencommissie beslissen om zich niet uit te spreken over het slagen voor zover de studiepunten die niet behaald worden door de student op een lijst vermeld worden van de basiscursussen van het jaar.

Deze lijst wordt uiterlijk op 1 december door de directeur vastgesteld, na advies van de Pedagogische beheersraad. Ze wordt op het uithangbord van de school bekendgemaakt.

§ 2. De overblijvende studiepunten maken noodzakelijk deel uit van het studieprogramma van het hoger studiejaar van de student.

Het saldo van de studiepunten moet integraal behaald worden tijdens het volgende studiejaar.

De deliberatie van het hoger academiejaar kan slechts afgesloten worden voor de student als hij de overblijvende studiepunten van het vorige jaar behaald heeft.

§ 3. Als de student over een spreiding van het hoger studiejaar beschikt, moet het saldo van de overblijvende studiepunten behaald worden tijdens het eerste spreidingsjaar. »

**Art. 18.** Artikel 31 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 31. § 1. Voor het bepalen van de resultaten van de proef stelt de directeur, op advies van de Pedagogische beheersraad, een wegingcoëfficiënt op voor de resultaten van elke artistieke evaluatie en elk examen.

Deze coëfficiënten worden aangehaald in het afzonderlijk studiereglement.

Binnen de perken vastgesteld door het afzonderlijk studiereglement van de hogere kunstschool, kunnen de punten die gedurende het academiejaar gegeven zijn voor de onderwijsactiviteit in aanmerking worden genomen voor de berekening van het resultaat van het examen en voor de artistieke cursussen bedoeld in artikel 25, tweede lid.

Voor elke artistieke cursus gegeven door de verantwoordelijke hoogleraar(en) worden jaarlijkse punten gegeven, met uitzondering van de cursussen bedoeld in artikel 25, tweede lid. Deze punten moeten ten laatste de dag vóór de zitting van artistieke evaluaties meegedeeld worden aan het secretariaat van de hogere kunstschool.

De jaarlijkse punten tellen voor 50 % van de globale artistieke evaluatie, behalve wat betreft de artistieke cursussen die niet noodzakelijk door een artistieke examencommissie moeten worden geëvalueerd. In dat geval komen de jaarlijkse punten overeen met de globale artistieke evaluatie en is het niet noodzakelijk een artistieke eindejaarsexamencommissie bijeen te roepen.

De lijst van de artistieke cursussen waarvoor enkel één keer per jaar punten worden gegeven, vastgesteld op advies van de Hoge Raad voor hoger kunstonderwijs bedoeld in artikel 26 van het decreet van 17 mei 1999, wordt opgenomen als bijlage 1 van dit besluit.

De Regering wijzigt die bijlagen na advies van de Hoge Raad voor hoger kunstonderwijs bedoeld in artikel 26 van het decreet van 17 mei 1999.

Deze lijst met de cursussen is dezelfde voor het geheel van de inrichtingen van eenzelfde gebied.

De directeur bepaalt, na advies van de Pedagogische beheersraad, volgens deze lijst, de cursussen waarvoor geen artistieke eindejaarsexamencommissie zal zijn.

Ze worden aangehaald in het afzonderlijk studiereglement.

§ 2. De vermeldingen zijn voldoende, onderscheiding, grote onderscheiding en grootste onderscheiding en worden van rechtswege behaald als het globaal resultaat van de student respectievelijk 60, 70, 80, 90 % behaalt van het maximum aantal punten en als de student niet zakt.

§ 3. De delibererende examencommissie bepaalt of de vermelding onderscheiding, grote onderscheiding of grootste onderscheiding mag toegekend worden wanneer de student minder dan 60 % behaald heeft voor een of meerdere onderwijsactiviteiten. »

**Art. 19.** Artikel 32, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De punten toegekend in de eerste zitting voor de artistieke activiteiten, met uitzondering van de cursussen bedoeld in artikel 25, tweede lid, met inbegrip van de stages en practicum, waarvoor een artistieke evaluatie werd gevoerd, zijn voor de deliberatie over resultaten van de tweede examen zitting, uitgesteld naar de betrokken zitting. »

**Art. 20.** In artikel 33 van hetzelfde besluit wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. Het afzonderlijk reglement van de Hogere Kunstschool bepaalt de termijn en de nadere regels waarin de student de wettige reden bedoeld in § 1 schriftelijk moet bezorgen. Deze termijn mag niet korter zijn dan vierentwintig uur. »

**Art. 21.** In artikel 34 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt vervangen als volgt : « § 2. De wettigheid van het motief wordt beoordeeld door de directeur op advies van de betrokken hoogleraren. Deze beslissing wordt per aangetekende brief binnen de drie werkdagen aan de student opgestuurd. »

2° Er wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt : « § 3. Het afzonderlijk reglement van de Hogere Kunstschool bepaalt de termijn en de nadere regels waarin de student de wettige reden bedoeld in § 1 schriftelijk moet opsturen. Deze termijn mag niet korter zijn van vierentwintig uur. »

**Art. 22.** Het opschrift van de onderafdeling 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Onderafdeling 7. — *De vrijstellingen ten gevolge van het slagen voor proeven* »

**Art. 23.** Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 35. Tussen twee zittingen moet een student zich niet meer aanmelden voor de proeven en examens voor een onderwijs waarvoor hij punten behaald heeft die ten minste gelijk zijn aan de slaagdrempel tijdens hetzelfde academiejaar.

Binnen een studieprogramma moet een uitgestelde student zich niet meer aanmelden voor de proeven en examens voor een onderwijs waarvoor hij ten minste 12 op 20 behaald heeft tijdens de vijf vorige academiejaren, ongeacht de instelling binnen de Franse Gemeenschap waar hij zich vervolgens inschrijft. De punten die zo werden verkregen, worden overgebracht.

Wanneer een student van hogere kunstschool of van studierichting verandert, geniet hij verder het voordeel van de vrijstelling van examens voor zover deze vakken of activiteiten betreffen die volgens de directeur, op advies van de Pedagogische beheersraad, even belangrijk zijn en dezelfde aard hebben als deze van het nieuw programma.

Door haar beslissing om het slagen in een studiejaar of een studiecycclus te bekrachtigen, kent de delibererende examencommissie definitief de overeenstemmende studiepunten toe aan de student in het kader van het studieprogramma, wat ook de effectief verkregen punten zijn en ongeacht de instelling georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap waar hij zich vervolgens inschrijft.

Het vorige lid is niet van toepassing op de overblijvende studiepunten bedoeld in artikel 30, § 2. »

**Art. 24.** Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 36. § 1. De student die zich in het laatste studiejaar inschrijft en die voor de proef in de tweede zitting niet geslaagd is, mag vóór het einde van het eerste kwadrimester van het volgende academiejaar de examens en de artistieke cursussen bedoeld in artikel 25, tweede lid, afleggen waarvoor hij niet minstens 12/20 heeft behaald, onder de hierna bepaalde voorwaarden :

1° de student heeft aan alle artistieke evaluaties deelgenomen;

2° de student heeft aan alle examens en aan alle artistieke evaluaties van de cursussen bedoeld in artikel 25, tweede lid, deelgenomen van de tweede examenzitting behalve aan deze waarvoor hij een vrijstelling gekregen had of behoudens afwijking toegestaan door de directeur of om wettige redenen;

3° de student heeft voor de proef minstens 60 op 100 van het totaal van de punten behaald;

§ 2. De tweede examenzitting van het laatste studiejaar wordt slechts afgesloten als de student de examens en de artistieke evaluaties van de cursussen bedoeld in artikel 25, § 1, heeft afgelegd.

De delibererende examencommissie spreekt zich uit over de resultaten die de student behaald heeft voor het geheel van de examens en artistieke evaluaties van de cursussen bedoeld in artikel 25, tweede lid, volgens de in artikel 29, § 2 bepaalde regels.

In afwijking van artikel 18, tweede lid, moet, om geldig te kunnen beraadslagen en beslissen, minstens de helft van de hoogleraren die stemgerechtigde leden zijn van de delibererende examencommissie, aanwezig zijn. »

**Art. 25.** Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 37. De voorstelling en de verdediging van een eindverhandeling moet, als deze door het afzonderlijk studiereglement is voorzien, plaatshebben in de loop van de eerste of de tweede examenzitting en de artistieke evaluatiezitting van het laatste studiejaar. Wanneer de student beslist deze eindverhandeling enkel tijdens de tweede zitting voor te stellen, verwittigt hij de directeur schriftelijk vijf werkdagen vóór de datum bepaald voor het neerleggen van de eindverhandeling door het algemene studiereglement. Voor de beraadslaging van de eerste zitting zal hij als uitgesteld beschouwd worden voor zover hij aan de andere voorwaarden voldoet om in aanmerking te komen voor dit statuut.

De directeur stelt, op voorstel van de student, onder de leden van het onderwijzend personeel de promotor aan die voor de leiding van de eindverhandeling moet zorgen.

De evaluatie van de eindverhandeling wordt door een examencommissie gevoerd die daartoe samengesteld wordt door de promotor van de eindverhandeling. Zij moet samengesteld zijn uit minstens één lid buiten de Hogere Kunstschool. Het geschreven werk wordt aan de leden van die examencommissie meegedeeld op de datum vastgesteld door het afzonderlijk studiereglement. »

**Art. 26.** In artikel 38 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° in het tweede lid worden de woorden « bij buitengewone omstandigheden en » opgeheven;

3° in het tweede lid worden de woorden « 1 februari » vervangen door de woorden « 1 december ».

**Art. 27.** In afdeling VI, vóór de onderafdeling 1., in hetzelfde besluit wordt een artikel 38*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 38*bis*. Voor de toepassing van deze afdeling, op het gebied van de muziek, wordt onder « dezelfde studierichting » verstaan « dezelfde studierichting en hetzelfde vakgebied ». De verandering van het vakgebied wordt gelijkgesteld voor deze afdeling aan een verandering van studierichting. »

**Art. 28.** Artikel 39 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 39. § 1. Per gebied en per type kan de student die geslaagd is voor een eerste studiejaar in een bepaalde studierichting, bij beslissing van de directeur van de hogere kunstschool waar hij vraagt om te worden toegelaten, zich inschrijven in het tweede studiejaar van een andere studierichting na advies van de Pedagogische beheersraad van de hogere kunstschool waar hij vraagt om te worden ingeschreven.

De student die geslaagd is voor een studiejaar van een bepaalde studierichting kan, bij beslissing van de directeur van de hogere kunstschool waar hij vraagt om te worden toegelaten, zich inschrijven in het hogere studiejaar met dezelfde studierichting, na advies van de Pedagogische beheersraad van de hogere kunstschool waar hij vraagt om te worden ingeschreven.

Per gebied, kan de student die de graad van bachelor van het lange type of van master in een bepaalde studierichting behaald heeft, bij beslissing van de directeur van de hogere kunstschool waar hij vraagt om te worden toegelaten, zich in het eerste jaar van de tweede studiecycclus inschrijven van het hoger kunstonderwijs van het lange type in een andere studierichting, na advies van de Pedagogische beheersraad van de hogere kunstschool waar hij vraagt om te worden ingeschreven. Indien de aanvraag aanvaard is, kan de instelling bijkomende toegangsvoorwaarden opleggen die hoogstens 60 studiepunten bedragen. Indien deze voorwaarden meer dan 15 studiepunten omvatten, vormen deze een voorbereidend studiejaar dat beschouwd wordt als het laatste jaar van een eerste cycclus van het lange type.

Per gebied, kan de student die de graad van bachelor na hogere kunststudies van het korte type behaald heeft, bij beslissing van de directeur van de hogere kunstschool waar hij vraagt om te worden toegelaten, zich in het eerste jaar van de tweede studiecycclus inschrijven van het hoger kunstonderwijs van het lange type van eenzelfde opschrift of van een studieprogramma dat gelijk wordt geacht door de instelling, na advies van de Pedagogische beheersraad van de

hogere kunstschool waar hij vraagt om te worden ingeschreven. Indien de aanvraag aanvaard is, kan de instelling bijkomende toegangsvoorwaarden opleggen die hoogstens 60 studiepunten bedragen. Indien deze voorwaarden meer dan 15 studiepunten omvatten, vormen deze een voorbereidend studiejaar dat beschouwd wordt als het laatste jaar van een eerste cyclus van het lange type.

De student die de graad van bachelor in de toneelkunst en in de woordkunsten behaald heeft zoals bedoeld in artikel 18, eerste lid van het decreet van 17 mei 1999, kan bij beslissing van de directeur van de hogere kunstschool waar hij vraagt om te worden toegelaten, zich inschrijven in het eerste jaar van de tweede cyclus van het hoger kunstonderwijs van het lange type op het gebied van de vertoningskunsten en de techniek voor de verspreiding en de communicatie, na advies van de Pedagogische beheersraad van de hogere kunstschool waar hij vraagt om te worden ingeschreven.

De student die de graad van bachelor in de vertoningskunsten en technieken voor de verspreiding en de communicatie bedoeld in artikel 22, tweede lid van het decreet van 17 mei 1999, behaald heeft, kan bij beslissing van de directeur van de hogere kunstschool waar hij vraagt om te worden toegelaten, zich inschrijven in het eerste jaar van de tweede cyclus van het hoger kunstonderwijs van het lange type op het gebied van de toneelkunst en woordkunsten, na advies van de Pedagogische beheersraad van de hogere kunstschool waar hij vraagt om te worden ingeschreven.

Per gebied, kan de student die geslaagd is voor een eerste jaar van de eerste studiecycclus van het hoger onderwijs van het lange type in een hogere kunstschool, zich inschrijven, bij beslissing van de directeur van de hogere kunstschool waar hij vraagt om te worden toegelaten, in het tweede studiejaar van het hoger kunstonderwijs van het korte type na advies van de Pedagogische Beheersraad van de hogere kunstschool waar hij vraagt om te worden ingeschreven.

Per gebied kan de student die geslaagd is voor de eerste twee studie jaren van het hoger kunstonderwijs van het korte type in een hogere kunstschool, zich inschrijven bij beslissing van de directeur van de hogere kunstschool waar hij vraagt om te worden toegelaten, in het tweede studiejaar van de eerste studiecycclus van het hoger kunstonderwijs van het lange type na advies van de Pedagogische beheersraad van de hogere kunstschool waar hij vraagt om te worden ingeschreven.

Per gebied kan de student die geslaagd is voor de eerste twee studie jaren van het hoger kunstonderwijs van het korte type of van het lange type in een hogere kunstschool, zich inschrijven, bij beslissing van de directeur van de hogere kunstschool waar hij vraagt om te worden toegelaten in een hoger studiejaar van het hoger kunstonderwijs van het andere type, na advies van de Pedagogische beheersraad van de hogere kunstschool waar hij vraagt om te worden ingeschreven. Indien zijn aanvraag aanvaard is, kan de instelling bijkomende toegangsvoorwaarden opleggen die hoogstens 15 studiepunten bedragen.

§ 2. Het voorbereidende jaar bedoeld in § 1 leidt niet tot een diploma en wordt beschouwd als het laatste jaar van een eerste cyclus waarbij toegang wordt gegeven tot de bedoelde studies.

§ 3. De Regering stelt de lijst vast van de gelijkstellingen tussen de eindjaarsbekwaamheidsbewijzen van bachelor van het korte type en van master en de bekwaamheidsbewijzen van gegradueerde en licentiaat. »

**Art. 29.** Artikel 40 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 40. Het advies van de Pedagogische Beheersraad bepaald in artikel 39 wordt gegeven op basis van de voorstelling van het studieprogramma en het vroeger artistiek werk van de student voor een interne artistieke examencommissie bestaande uit hoogleraren van de gekozen studierichting. Deze examencommissie evalueert het werk en brengt een verslag uit aan de Pedagogische beheersraad, overeenkomstig de bepalingen vastgesteld bij het afzonderlijk studiereglement.

In de gevallen bedoeld in artikel 39, stelt de directeur, op advies van de Pedagogische beheersraad, de bijkomende toegangsvoorwaarden vast met het oog op het aanvullen van de verschillen tussen de programma's.

Wanneer deze bijkomende toegangsvoorwaarden hoogstens 15 studiepunten betreffen, is de student niet verplicht aan de onderwijsactiviteiten deel te nemen die overeenstemmen met de opgelegde examens.

Voor deze student omvat de proef van het studiejaar waarin hij ingeschreven is, buiten de artistieke evaluaties en examens van het betrokken studiejaar, de onderwijsevaluatie met bijkomende toegangsvoorwaarden bepaald door de directeur, met toepassing van het tweede lid van dit artikel.

Wanneer deze bijkomende toegangsvoorwaarden meer dan 15 studiepunten betreffen, is de student ertoe gehouden regelmatig de overeenstemmende onderwijsactiviteiten te volgen.

Voor deze student omvat de proef van het studiejaar waarin hij ingeschreven is, de onderwijsevaluatie met bijkomende toegangsvoorwaarden bepaald door de directeur met toepassing van het tweede lid van dit artikel. »

**Art. 30.** Artikel 41, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De student die geslaagd is voor een studiejaar in een universitaire instelling, een hoger instituut voor architectuur of een hogeschool kan, bij beslissing van de directeur van de hogere kunstschool waar hij vraagt om te worden toegelaten, zich inschrijven in een hoger studiejaar van het hoger kunstonderwijs, na advies van de Pedagogische beheersraad van de hogere kunstschool waar hij vraagt om te worden ingeschreven en voor zover de studies waarvoor hij geslaagd is, in verband staan met de studies die hij wil beginnen. »

**Art. 31.** In artikel 42 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « vroeger artistiek werk » vervangen door de woorden « vorig studieprogramma en vroeger artistiek werk ».

2° Het vierde lid wordt aangevuld als volgt : « Deze vakken mogen niet 15 studiepunten overschrijden. »

**Art. 32.** Het opschrift van de afdeling 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« *Afdeling 7. — Toegang en geïndividualiseerd programma* »

**Art. 33.** Het opschrift van de onderafdeling 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« *Onderafdeling 1. — De toelating tot de tweede cyclus van studenten die geen houder zijn van de graad van bachelor* ».

**Art. 34.** Artikel 43 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 43. De student die geen houder is van de graad van bachelor, maar die het bewijs levert van een artistieke, persoonlijke of beroepservaring, zonder rekening te houden met de hogere studies waarvoor hij niet geslaagd is, van minstens vijf jaar kan, bij beslissing van de Inrichtende macht, zich inschrijven in het eerste jaar van de tweede cyclus van de studies voor hoger kunstonderwijs van het lange type, na advies van de Pedagogische Beheersraad van de Hogere kunstschool waar hij vraagt om zich in te schrijven.

Het vereiste advies van de Pedagogische beheersraad wordt uitgebracht op basis van de voorstelling van de persoonlijke, artistieke en beroepservaring van de student aan een interne examencommissie die samengesteld is uit hoogleraren. De betrokken examencommissie evalueert dit werk en brengt een verslag uit aan de Pedagogische beheersraad, overeenkomstig de bepalingen bedoeld in het afzonderlijk studiereglement.

De examencommissie kan de student vragen om proeven af te leggen die ten doel hebben na te kijken of de artistieke, persoonlijke en beroepservaring overeenstemt met de kennis en de bevoegdheden verwacht na de betrokken ervaringen.

De artistieke, persoonlijke en beroepservaring moet in verband zijn met de studies die de student wenst te volgen en vermeld worden door de documenten opgenomen in het dossier van de student. »

**Art. 35.** In artikel 44 van hetzelfde besluit worden de woorden « het eerste jaar van de studies van de tweede cyclus » vervangen door de woorden « de studies, met uitzondering van het eerste studiejaar, ».

**Art. 36.** In hoofdstuk IV, Afdeling VII, van hetzelfde besluit worden een onderafdeling III ingevoegd, met artikel 44*bis*, alsook een onderafdeling IV met artikel 44*ter*, een onderafdeling V met artikel 44*quater*, een onderafdeling VI met artikel 44*quinquies* en een onderafdeling VII met artikel 44*sexies*, luidend als volgt :

*« Onderafdeling 3. — Vrijstellingen toegekend wegens studies gevolgd met vruchten*

**Art. 44*bis*.** De directeur kan, na advies van de pedagogische beheersraad, een vrijstelling in de vorm van studiepunten toekennen die verworven worden of die overeenstemmen met de hogere studies of gedeeltes van hogere studies die de studenten al met vruchten zouden hebben gevolgd.

Om beschouwd te worden als « gevolgd met vruchten » moeten de onderzochte studiepunten beschouwd worden in hun land waar ze behaald werden, als definitief verworven door de student.

De aanvragen tot vrijstellingen worden vóór 30 september ingediend en moeten gestaafd worden met bewijsdocumenten. De beslissing moet vóór 1 november genomen worden.

De aanvraag, de bewijsdocumenten en de met redenen omklede beslissing van de directeur worden in het dossier van de student bewaard.

*Onderverdeling 4. — Vrijstellingen toegekend voor de kennis en de bevoegdheden van studenten verworven dankzij hun persoonlijke en beroepservaring.*

**Art. 44*ter*.** De directeur kan, na advies van de pedagogische beheersraad, een vrijstelling in de vorm van studiepunten toekennen die overeenstemmen met de kennis en de bevoegdheden van de studenten verworven dankzij hun artistieke, persoonlijke en beroepservaring.

De ervaring verworven door de artistieke, persoonlijke en beroepservaring die de student wenst te valoriseren, moet overeenstemmen met de kennis en bevoegdheden verwacht na één of meer cursussen die op het studieprogramma staan waarvoor de student zich inschrijft.

De student bezorgt, ter ondersteuning van zijn aanvraag, alle documenten die het bewijs leveren van een artistieke, persoonlijke of beroepservaring in de betrokken cursus(sen).

Een examencommissie van hoogleraren kan aangewezen worden door de directeur op advies van de pedagogische beheersraad om de aanvraag van de student te analyseren. Ze kan de student vragen om proeven af te leggen om te zien of de artistieke, persoonlijke of beroepservaring van de student overeenstemt met de kennis en de bevoegdheden verwacht na de betrokken cursussen.

De aanvragen om valorisatie van de artistieke, persoonlijke en beroepservaring worden vóór 30 september ingediend en moeten geleverd worden met bewijsdocumenten. De beslissing moet vóór 1 november genomen worden.

De aanvraag, de bewijsdocumenten en de met redenen omklede beslissing van de directeur worden in het dossier van de student bewaard.

*Onderafdeling 5. — Vermindering van de minimale duur van de studies na de vrijstelling in de vorm van studiepunten*

**Art. 44*quater*.** De directeur kent, na advies van de pedagogische beheersraad, de studenten die in aanmerking gekomen zijn voor een vrijstelling van studiepunten met toepassing van de artikelen 44*bis* en 44*ter*, een vermindering toe van de studies. Deze vermindering is evenredig met het aantal behaalde studiepunten zonder dat het aantal studiepunten die nog moeten worden behaald, lager zou zijn dan de beperking bepaald bij artikel 41*sexies* van het decreet.

*Onderafdeling 6. — Studiepunten door vervroeging*

**Art. 44*quinquies*.** Een student die vrijstellingen heeft, kan, op advies van de pedagogische beheersraad, bij de directeur de toestemming vragen om studiepunten van het volgende studiejaar te behalen, naar rata van het aantal studiepunten waarvan hij vrijgesteld wordt. Het gaat daar om vervroegde studiepunten. De directeur bepaalt het programma van de student op basis van zijn aanvraag die hij soeverein waardeert, de coherentie van zijn programma en de dwang inzake organisatie van de instelling, in een pedagogische zorg.

*Onderafdeling 7. — Verspreiding van de studies*

**Art. 44*sexies*.** Op aanvraag van de student kan de directeur van de hogere kunstschool hem toelaten om het onderwijs van een studiecycclus in de tijd te verspreiden over een aantal academiejaren dat hoger is dan het aantal studiejaren bepaald in het programma.

De aanvraag tot verspreiding moet bij de inschrijving ingediend worden.

Het aantal studiejaren voortvloeiend uit de verspreiding mag niet hoger zijn dan twee keer het aantal studiejaren van de cyclus.

Wanneer de directeur een gunstig advies verleent over de aanvraag van de student, stellen ze een overeenkomst op in twee exemplaren die de verdeling van studiepunten over de verspreidingsjaren omvat.

Deze overeenkomst wordt jaarlijks vóór 15 oktober van het academiejaar herzien.

*Onderafdeling 8. — Jonge talenten*

**Art. 44*septies*.** De instellingen die het gebied van de muziek organiseren, kunnen, overeenkomstig artikel 41, derde lid, van het decreet, studenten ontvangen die aan de voorwaarden niet beantwoorden van de toegang tot de eerste cyclus van het hoger onderwijs onder de volgende voorwaarden :

1° de student is geslaagd onder dezelfde voorwaarden als de andere kandidaten voor de toelatingsproef van de hogere kunstschool;

2° een overeenkomst die eigen is aan elke student, werd ondertekend tussen de hogere kunstschool en de onderwijsinrichting(en) waarin de student is ingeschreven.

De overeenkomst bedoeld in het eerste lid bepaalt :

1° de bepalingen die genomen worden inzake de inrichting van de respectievelijke studieprogramma's van de instellingen zodat de studenten alle vakken kunnen volgen;

2° de vakken die specifiek zijn aan de artistieke opleiding gevolgd in elke instelling en hun uurverdeling;

3° de nadere regels voor de evaluatie van deze vakken en de wijze waarop ze in aanmerking worden genomen in de verschillende studieprogramma's gevolgd door de student.

De student mag in het hoger onderwijs niet meer dan 40 studiepunten per jaar volgen. Een onderwijsactiviteit kan verspreid worden over verschillende jaren.

De student die in aanmerking komt voor deze bepaling, speelt een rol in de berekening van het variabele gedeelte bedoeld in artikel 54, § 3 en § 4 van het decreet, naar strikte rata van de studiepunten behaald door deze student tijdens het betrokken jaar.

De Hogere Kunstschool die de studenten inschrijft met toepassing van dit artikel, krijgt geen sociale subsidies en geen werkingssubsidies voor deze studenten.

De studiepunten behaald door de student in het hoger kunstonderwijs en gevaloriseerd door een delibererende examencommissie kunnen aanleiding geven tot vrijstellingen wanneer de student zich zal inschrijven in het hoger kunstonderwijs en aan de voorwaarden bedoeld in artikel 41, eerste lid, van het decreet zal voldoen.

De betrokken studenten moeten ingeschreven worden in een verplichte onderwijsinstelling.

De afgevaardigden brengen jaarlijks een verslag uit aan de Regering over de toepassing van deze maatregel. »

**Art. 37.** De bijlage 1 bij dit besluit zal bijlage 5 vormen van het besluit van 17 juli 2002 tot vaststelling van de organisatie van het academiejaar en houdende de algemene regeling van de studies in de hogere kunstschoolen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

**HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 tot vaststelling van de lijst van de verplichte leergangen en het aantal lessen of onderwijsactiviteiten in de hogere kunstschoolen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.**

**Art. 38.** Het opschrift van afdeling I van hoofdstuk I van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 tot vaststelling van de lijst van de verplichte leergangen en het aantal lessen of onderwijsactiviteiten in de hogere kunstschoolen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt vervangen als volgt :

*Afdeling I. — Studies die leiden tot het behalen van de graad van bachelor van het korte type in de beeldende kunsten, visuele kunsten en ruimtekunsten ».*

**Art. 39.** In artikel 1 van hetzelfde besluit wordt het woord « gegradueerde » vervangen door de woorden « bachelor van het korte type ».

**Art. 40.** In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden « de afdeling « ruimtekunsten » voor » opgeheven.

**Art. 41.** In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden « De verplichte leergangen van de afdeling "ruimtekunsten" voor de studierichtingen "mode-ontwerpen", "voorwerp-design of industriële esthetica", "interieurontwerper" en "uitstallkunst" zijn : » vervangen door de woorden « De verplichte leergangen van de studierichtingen « mode-ontwerpen », « voorwerp-design of industriële esthetica », « interieurontwerper » zijn : ».

**Art. 42.** In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden « De verplichte leergangen van de afdeling "visuele kunsten" voor de studierichting "fotografie en animatiebeelden of film" zijn : » vervangen door de woorden « De verplichte leergangen van de studierichting « fotografie » en « animatiebeelden of film » zijn : ».

**Art. 43.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden « De verplichte leergangen van de afdeling "visuele kunsten" voor de studierichtingen "typografie of grafisch tekenen", "computergestuurde beeldvorming", "grafiek", "beeldverhaal", "illustratie", "graveren of drukken, reprografie, offset", "zeefdruk", "reclamekunst", "weefselkunsten" zijn : » vervangen door de woorden « De verplichte leergangen van de studierichtingen « grafiek », « beeldverhaal », « illustratie », « graveren en drukken », « zeefdruk », « reclame », zijn : ».

**Art. 44.** In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden « De verplichte leergangen van de afdeling "beeldende kunsten" voor de studierichtingen "schilderkunst", "beeldhouwkunst", "keramiek", "instandhouding van kunstvoorwerpen" zijn : » vervangen door de woorden « De verplichte leergangen van de studierichtingen « schilderkunst », « beeldhouwkunst », zijn : ».

**Art. 45.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 6 bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 6bis. De verplichte leergangen van de studierichting « Digitale kunsten » zijn :

Geschiedenis en kunstactualiteiten	150 uren
Wijbegeerte	90 uren
Literatuur	60 uren
Semiologie	60 uren
Culturele actualiteit	90 uren
Kunstleergang van de studierichting	900 uren
Stages	120 uren
Technieken en technologie	120 uren

**Art. 46.** In artikel 7, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « gegradueerde » vervangen door de woorden « bachelor van het korte type ».

**Art. 47.** Het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk I van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende opschrift : « Afdeling 2. Studies die leiden tot het behalen van de graad van « Overgangsbachelor in de beeldende kunsten, visuele kunsten en ruimtekunsten ».

**Art. 48.** In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

**Art. 49.** In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « De verplichte leergangen van het interdisciplinair studieveld "Schilderen driedimensionaal onderzoek" zijn : » vervangen door de woorden « De verplichte leergangen van de studierichtingen : « Tekenkunst », « Schilderkunst », « Beeldhouwkunst », « Keramiek », « Installatie, Prestatie » zijn « ;

2° In het derde lid wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

**Art. 50.** In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « De verplichte leergangen van het interdisciplinair studieveld "gedrukt beeld" zijn : » vervangen door de woorden « De verplichte leergangen van de volgende studierichtingen : « Graveerkunst », « Zeefdrukkunst », « Steendrukkunst », « Fotografie » zijn : »;

2° In het derde lid wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

**Art. 51.** In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « De verplichte leergangen van het interdisciplinair studieveld "milieukunst" zijn : » vervangen door de woorden « De verplichte leergangen van de studierichtingen « Kunst in de openbare ruimte », « Stedelijke ruimte » en « Milieubeelden » zijn : »;

2° In het derde lid wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

**Art. 52.** In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « De verplichte leergangen van het interdisciplinair studieveld « Mode-ontwerpen en textiel » zijn : » vervangen door de woorden « De verplichte leergangen van de studierichtingen : « Tapijtwerkerskunst », « Design en Mode-ontwerpen » en « Textiel Design » zijn : »;

2° In het derde lid wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

**Art. 53.** In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « De verplichte leergangen van het interdisciplinair studieveld « Boek en grafische vormgeving » zijn : » vervangen door de woorden « De verplichte leergangen van de studierichtingen : « Typografie », « Boekbinden », « Illustratie » en « Beeldverhaal » zijn : »;

2° In het derde lid wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

**Art. 54.** In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « De verplichte leergangen van het interdisciplinair studieveld « kunst en communicatie » zijn : » vervangen door de woorden « De verplichte leergangen van de studierichtingen : « Reclamekunst », « Visuele en grafische Communicatie », « Grafiek » zijn : »;

2° In het derde lid wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

**Art. 55.** In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « De verplichte leergangen van het interdisciplinair studieveld « meubels en design » zijn : » vervangen door de woorden « De verplichte leergangen van de studierichtingen : « Industrieel design », « Binnenhuisarchitectuur » en « Stadsdesign » zijn : »;

2° In het derde lid wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

**Art. 56.** In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « De verplichte leergangen van het interdisciplinair studieveld « Voorstelling en beweging » zijn : » vervangen door de woorden « De verplichte leergangen van de studierichtingen : « Scenografie », « Animatiefilm », « Videofilm » en « Digitale kunsten » zijn : »;

2° In het derde lid wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

**Art. 57.** In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « De verplichte leergangen van het interdisciplinair studieveld « restauratie van kunstvoorwerpen » zijn : » vervangen door de woorden « De verplichte leergangen van de studierichting « Bewaring, restauratie van kunstvoorwerpen » zijn : »;

2° In het derde lid wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

**Art. 58.** Het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk I wordt vervangen als volgt :

« Studies die leiden tot het behalen van de graad van "master in de beeldende kunsten, visuele kunsten en ruimtekunsten" ».

**Art. 59.** Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 18. De studies die leiden tot het behalen van de graad van « master in de beeldende kunsten, visuele kunsten en ruimtekunsten » omvatten ten minste 900 uren onderwijsactiviteiten.

Wanneer deze studies binnen de twee jaren georganiseerd worden, moeten ze ten minste het volgende omvatten :

- ofwel een minimum van 300 uren specifieke onderwijsactiviteiten voor de gespecialiseerde en grondige finaliteiten;

- ofwel een minimum van 300 uren onderwijsactiviteiten overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 september 2003 tot organisatie van de aggregatie voor hoger secundair onderwijs in de Hogere Kunstscholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, voor de didactische finaliteit.

**Art. 60.** In artikel 19, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « De verplichte leergangen van het interdisciplinair studieveld « meubels en design » zijn : » vervangen door de woorden « De verplichte leergangen van de studierichtingen : « Industrieel design », « Binnenhuisarchitectuur » en « Stadsdesign » zijn : ».

**Art. 61.** In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden « De verplichte leergangen van de interdisciplinaire studievelden « "schilder- en driedimensionaal onderzoek", "gedrukt beeld", "milieukunst", "mode-ontwerpen en textiel", "boek en grafische vormgeving", "kunst en communicatie", "voorstelling en beweging", "restauratie van kunstwerken" zijn : » vervangen door de woorden « De verplichte leergangen van de studierichtingen : » Tekenkunst », « Schilderkunst », « Beeldhouwkunst », « Keramiek », « Installatie, prestatie », « Graveren », « Zeefdruk », « Steendruk-kunst », « Fotografie », « Kunsten in de openbare ruimte », « Stedelijke ruimte », « Milieubeelden », « Tapijtwerkers-kunst », « Design en Mode-ontwerpen », « Textiel design », « Typografie », « Boekbinden », « Illustratie », « Beeldverhaal », « Reclamekunst », « Visuele en grafische communicatie », « Grafiek », « Scenografie », « Animatiefilm », « Videofilm », « Digitale kunsten » en « Bewaring, restauratie van kunstvoorwerpen » zijn : »;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt : « Buiten de uren opgenomen in dit minimaal lesrooster worden er, voor het behalen van de graad van "master in de beeldende kunsten, visuele kunsten en ruimtekunsten", bijkomende uren onderwijsactiviteiten georganiseerd die nodig zijn om aan de verplichtingen bedoeld in artikel 18 te beantwoorden en die aan de vrije keuze van de inrichtende macht van de hogere kunstschool worden overgelaten.

**Art. 62.** Het opschrift van de afdeling 1 van hoofdstuk 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

*« Afdeling 1. — Studies die leiden tot het behalen van de graad van « overgangsbachelor in de muziek ».*

**Art. 63.** In artikel 21, eerste en tweede leden, van hetzelfde besluit wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

**Art. 64.** In artikel 23, derde lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

**Art. 65.** In artikel 24, derde lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

**Art. 66.** In artikel 25, derde lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

**Art. 67.** In artikel 26, derde lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

**Art. 68.** In artikel 27, derde lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

**Art. 69.** In artikel 28, derde lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

**Art. 70.** Het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

*« Afdeling 2. — Studies die leiden tot het behalen van de graad van « master in de muziek ».*

**Art. 71.** In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In de eerste en tweede leden wordt het woord « licentiaat » vervangen door het woord « master »;

2° Het volgende lid wordt ingevoegd na het tweede lid : « Deze studies omvatten :

- ofwel een minimum van 300 uren specifieke onderwijsactiviteiten voor de gespecialiseerde en grondige finaliteiten;

- ofwel een minimum van 300 uren onderwijsactiviteiten overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 september 2003 tot organisatie van de aggregatie voor hoger secundair onderwijs in de Hogere Kunstschoolen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, voor didactische doeleinden. »

3° In het derde lid, dat het vierde lid is geworden, wordt het woord « licentiaat » vervangen door het woord « master ».

**Art. 72.** In artikel 30, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « licentiaat » vervangen door het woord « master ».

**Art. 73.** In artikel 31, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « licentiaat » vervangen door het woord « master ».

**Art. 74.** In artikel 32, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « licentiaat » vervangen door het woord « master ».

**Art. 75.** In artikel 33, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « licentiaat » vervangen door het woord « master ».

**Art. 76.** In artikel 34, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « licentiaat » vervangen door het woord « master ».

**Art. 77.** In artikel 35, tweede en derde leden, van hetzelfde besluit wordt het woord « licentiaat » vervangen door het woord « master ».

**Art. 78.** In artikel 36, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « licentiaat » vervangen door het woord « master ».

**Art. 79.** In hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt een afdeling III ingevoegd met de artikelen 36 bis en 36 ter, luidend als volgt :

*« Afdeling 3. — Studies die leiden tot het behalen van de graad van « bachelor van het korte type in de muziek ».*

**Art. 36bis.** De studies die leiden tot het behalen van de graad van bachelor van het korte type in de muziek omvatten ten minste 600 lessen per studiejaar.

**Art. 36ter.** De verplichte leergangen die leiden tot het behalen van de graad van « bachelor van het korte type in de muziek » studierichting « aggregatie van het lager secundair onderwijs » zijn :

Opschriften	Aggregatie van het lager secundair onderwijs
Akoestiek	15
Analyse en schrijven	150



Opschriften	Aggregatie van het lager secundair onderwijs
Aanpak van de etnomusicologie	15
Wettelijke en juridische aspecten	15
Gecommentarieerde audities	15
Muziekcreativiteit	30
Samenzang	30
Zang	15
Piano	15
Encyclopedie van de muziek	15
Muziekopleiding	150
Opleiding tot de hedendaagse talen	15
Praktische harmonie	30
Vergelijkende geschiedenis van de kunsten	30
Muziekgeschiedenis	120
Marketing	30
Organologie	15
Ritmiek en beweging	60
Inleiding tot de algemene psychologie	15
Inleiding tot de wijsbegeerte	15
Muziekpedagogie	150
Seminaries, bezoeken, concerten	15
TOTAAL	960

De uren opgenomen in het minimaal lesrooster worden over de drie studiejaar verdeeld.

Buiten de uren opgenomen in dit minimaal lesrooster worden er, voor het behalen van deze graad, 480 lessen georganiseerd die aan de vrije keuze van de inrichtende macht van de hogere kunstschool worden overgelaten. »

**Art. 80.** Het opschrift van de afdeling 1 van hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« *Afdeling 1.* — Studies die leiden tot het behalen van de graad van « bachelor in de toneelkunst en in de woordkunsten » ».

**Art. 81.** In artikel 38 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

2° In het derde lid wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

**Art. 82.** Het opschrift van de afdeling 2 van hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« *Afdeling 2.* — Studies die leiden tot het behalen van de graad van « master in de toneelkunst en in de woordkunsten » ».

**Art. 83.** In artikel 39 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid wordt het woord « licentiaat » vervangen door het woord « master »;

2° Er wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt : « Wanneer deze studies in twee jaar georganiseerd worden, moeten ze bovendien het volgende omvatten :

- ofwel een minimum van 300 uren specifieke onderwijsactiviteiten voor de gespecialiseerde en grondige finaliteiten

- ofwel een minimum van 300 uren onderwijsactiviteiten overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 september 2003 tot organisatie van de aggregatie voor hoger secundair onderwijs in de Hogere Kunstschoolen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, voor de didactische finaliteit »

**Art. 84.** In artikel 40 van hetzelfde besluit wordt het woord « licentiaat » vervangen door het woord « master ».

**Art. 85.** Het opschrift van de afdeling 1 van hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« *Afdeling 1.* — Studies die leiden tot het behalen van de graad van « bachelor van het korte type in de vertoningskunsten en de technieken voor de verspreiding en de communicatie » ».

**Art. 86.** In artikel 41 van hetzelfde besluit wordt het woord « geïntegreerde » vervangen door de woorden « bachelor van het korte type ».

**Art. 87.** In artikel 42 van hetzelfde besluit wordt het woord « geïntegreerde » vervangen door de woorden « bachelor van het korte type ».

**Art. 88.** Het opschrift van de afdeling 2 van hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

*« Afdeling 2. — Studies die leiden tot het behalen van de graad van « bachelor in de vertoningskunsten en de technieken voor de verspreiding en de communicatie » ».*

**Art. 89.** In artikel 43 van hetzelfde besluit wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

**Art. 90.** In artikel 44 van hetzelfde besluit wordt het woord « kandidaat » vervangen door het woord « bachelor ».

**Art. 91.** Het opschrift van de afdeling 3 van hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

*« Afdeling 3. — Studies die leiden tot het behalen van de graad van « master in de vertoningskunsten en de technieken voor de verspreiding en de communicatie » ».*

**Art. 92.** In artikel 45 van hetzelfde besluit wordt het woord « licentiaat » vervangen door het woord « master ».

**Art. 93.** In artikel 46 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In de eerste en tweede leden wordt het woord « licentiaat » vervangen door het woord « master »;

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Wanneer deze studies in twee jaar georganiseerd worden, moeten ze bovendien het volgende omvatten :

- ofwel een minimum van 300 uren specifieke onderwijsactiviteiten voor de gespecialiseerde en grondige finaliteiten;

- ofwel een minimum van 300 uren onderwijsactiviteiten overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 september 2003 tot organisatie van de aggregatie voor hoger secundair onderwijs in de Hogere Kunstschoolen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, voor de didactische finaliteit ».

*HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 houdende organisatie van het examen voor de toelating in de hogere kunstschoolen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

**Art. 94.** Artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 houdende organisatie van het examen voor de toelating in de hogere kunstschoolen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. De zittijd voor de toelating tot de studies in het hoger kunstonderwijs wordt elk jaar, tussen 1 mei en 1 juni en tussen 25 juni en 21 september, georganiseerd in elke hogere kunstschool.

Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder « zittijd voor de toelating » de periode waarin de toelatingsproeven georganiseerd kunnen worden.

Een hogere kunstschool kan verschillende toelatingsproeven organiseren voor eenzelfde studierichting tijdens eenzelfde zittijd voor de toelating.

De toelatingsproef voor eenzelfde studierichting duurt maximaal twee weken. »

**Art. 95.** Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt, luidend als volgt :

« De Minister kan de afgevaardigde bedoeld in artikel 34*bis* van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) machtiging verlenen om de toelatingsproeven en de beraadslagingen van de examencommissies van de toelatingsproeven bij te wonen. Deze afgevaardigde zorgt voor het regelmatig verloop van de handelingen. Hij heeft een raadgevende stem. »

**Art. 96.** Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt, luidend als volgt :

« Als hij zich in het eerste jaar wil inschrijven van een andere hogere kunstschool of in een andere studierichting wanneer hij niet geslaagd is voor het eerste jaar van de eerste studiecycclus, is hij ertoe gehouden een toelatingsproef opnieuw af te leggen. »

*HOOFDSTUK V. — Wijziging in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2003 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Gelijkstellingscommissie voor bekwaamheidsbewijzen, opgericht bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 september 2002 houdende toepassing van artikel 29 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs*

**Art. 97.** Artikel 2 van het huishoudelijk reglement van de Gelijkstellingscommissie voor bekwaamheidsbewijzen van het hoger kunstonderwijs, gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2003 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Gelijkstellingscommissie voor bekwaamheidsbewijzen, opgericht bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 september 2002 houdende toepassing van artikel 29 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, wordt vervangen als volgt :

« Elke aanvraag tot gelijkstelling, verhoor door de Commissie alsook elke latere mededeling moeten per aangetekende brief gestuurd worden aan de Voorzitter van de Commissie, Algemene Directie niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek van de Franse Gemeenschap, Adolphe Lavalléestraat 1, B-1080 Brussel. »

*HOOFDSTUK VI. — Wijziging in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 september 2002 houdende toepassing van artikel 29 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs*

**Art. 98.** In artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 september 2002 houdende toepassing van artikel 29 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 4, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :

« -hoger diploma van blokfluit »

2° er wordt een § 6 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6. De houders van een bekwaamheidsbewijs dat niet opgenomen wordt in de vorige paragrafen, kunnen in aanmerking komen voor een gelijkstelling met de graad van kandidaat of licentiaat in de muziek door de Minister, op gunstig advies van de Gelijktellingscommissie. »

**Art. 99.** In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, eerste lid, 1° worden de woorden « van ten minste rang 15 » vervangen door de woorden « van ten minste rang 12 ».

b) § 1 wordt aangevuld met het volgende lid, luidend als volgt :

« Naast de leden bedoeld in het eerste lid wijst de Regering twee uitzonderlijke waarnemers van de Regering aan, met raadgevende stem, voor een hernieuwbare termijn van vier jaar. »

**HOOFDSTUK VII. — Wijzigingen in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 september 2003 tot organisatie van de aggregatie voor hoger secundair onderwijs in de Hogere Kunstschoolen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap**

**Art. 100.** Artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 september 2003 tot organisatie van de aggregatie voor hoger secundair onderwijs in de Hogere Kunstschoolen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt vervangen als volgt :

« Het vormingsprogramma van alle studenten die ingeschreven zijn voor studies van aggregatie van het hoger secundair onderwijs omvat de vier lijnen bedoeld in artikel 4 van dit besluit.

De vorming bedraagt ten minste 300 uren onderwijsactiviteiten.

Een derde van het volume van de vorming wordt geaffecteerd door de hogere kunstschoolen die de aggregatie organiseren voor onderwijsactiviteiten die ze volledig autonoom bepalen.

De vorming wordt georganiseerd voor de studenten die houder zijn van een diploma van licentiaat of van master uitgereikt door een hogere kunstschool of die er ingeschreven zijn voor het bekomen van het diploma van licentiaat of het diploma van master met didactische doeleinden.

Wanneer de vorming in een master met didactische doeleinden geïntegreerd wordt, kan ze ofwel verspreid worden over twee jaar van het master, ofwel gegeven worden uitsluitend op het laatste jaar.

In de andere gevallen kan de vorming over twee jaar verspreid worden. »

**Art. 101.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. De sociologische en culturele kennis benaderen inzonderheid :

1. aspecten van de opvoedingspolitiek;
2. aspecten van de opvoedingssociologie;
3. aspecten van de analyse van de schoolinstelling en zijn optredende personen;
4. de juridische, administratieve en deontologische aspecten van het leraarsberoep;
5. aspecten van de culturele diversiteit;
6. aspecten van de principes van neutraliteit;
7. aspecten betreffende de aanwezigheid van de kunst en de kunstenaar in de schoolomgeving. »

**Art. 102.** In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de woorden « de tiener » vervangen door de woorden « de leerling ».

**Art. 103.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 11 bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 11bis. Het model en de vermelding van het aggregatiediploma worden in de bijlage bij dit besluit vastgesteld. Het diploma vermeldt het domein, de afdeling, de studierichting of de finaliteit van oorspronkelijke vorming van de student.

Voor het domein van de muziek vermeldt het ook de eventuele specialisatie die gevolgd wordt tijdens de aggregatie en die aanleiding geeft tot de ambten van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan waarvoor er geen rechtstreeks overeenstemmende oorspronkelijke vorming bestaat in het hoger kunstonderwijs. »

#### Titel 2. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 104.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juni 2002 betreffende de samenwerkingsovereenkomsten voor de organisatie van gemeenschappelijke studies gesloten tussen de Hogere Kunstschoolen of tussen een Hogere Kunstschool en één of meer andere instellingen, wordt opgeheven.

#### Titel 3. — *Slotbepalingen*

**Art. 105.** Dit besluit treedt in werking jaar na jaar, met uitzondering van de eerste drie academiejaren, waarvoor het op 15 september 2006 in werking treedt.

Met uitzondering van het vorige lid treden de hoofdstukken I, IV tot VII van dit besluit en de artikelen 4, 9 tot 11, 20, 21, 25 en 26 op 15 september 2006 in werking.

**Art. 106.** De Minister tot wier bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, wordt belast met de toepassing van dit besluit.

Brussel, 31 augustus 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente,  
belast met het Leerplichtonderwijs,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente  
en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET